Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels

# RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

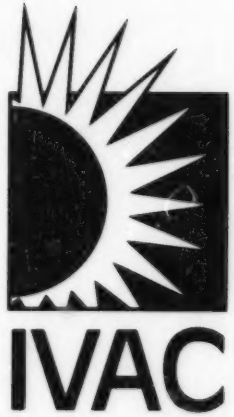
2000

*Au service de la personne*

IVAC

*Indemnisation des victimes d'actes criminels*

102-00133/




*Indemnisation des victimes*
*d'actes criminels*

**COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL DU QUÉBEC**

Trefflé Lacombe
Président du conseil d'administration et chef de la direction

Jacques Lamonde
Président et chef des opérations

**DIRECTION DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)**

Me Rolande Couture
Directrice



**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**
**COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

La forme masculine utilisée dans ce rapport désigne, lorsqu'il y a lieu, aussi bien les femmes que les hommes.

Dépôt légal-2e trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-550-37670-6
ISSN : 0837-600X

Réalisation :
Direction de l'IVAC

Collaboration :
Bureau de la révision administrative IVAC/Civisme,
Direction des communications, Direction du financement et Tribunal administratif du Québec

Révision linguistique :
Direction des communications

Conception :
Cormier Publicité

Édition électronique et production :
Direction des communications et Division de l'imprimerie de la CSST

Impression :
Division de l'imprimerie de la CSST

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Québec

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous remettre, tel que me l'a remis son président du conseil d'administration et chef de la direction, le Rapport annuel d'activité de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'année 2000.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Le ministre de la Justice,

Paul Bégin

Le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration,

Joseph Facal

Monsieur Paul Bégin
Ministre de la Justice

Monsieur Joseph Facal
Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

Gouvernement du Québec

Messieurs les Ministres,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel d'activité de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'année 2000.

Veuillez agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Le président du conseil d'administration et chef de la direction,

Trefflé Lacombe

# LA DIRECTION DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

La ***Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*** existe depuis 28 ans au Québec. En promulguant cette loi, le 1er mars 1972, l'État québécois se responsabilisait face aux problèmes sociaux causés par la criminalité grandissante sur son territoire et, par le fait même, à l'égard des victimes de violence. Trop souvent, ces victimes ne pouvaient obtenir réparation des dommages qu'elles subissaient, l'agresseur étant insolvable ou introuvable dans la majorité des cas.

Dès lors, les personnes victimes de violence ayant subi une lésion corporelle, un choc psychologique ou nerveux à la suite d'un acte criminel pouvaient bénéficier des avantages prévus par cette loi. Depuis son adoption, le nombre de citoyens indemnisés n'a cessé de croître. En effet, **148 demandes** de prestations ont été acceptées en **1972** comparativement à **2590** demandes en **2000**. Au cours des 28 dernières années, environ **487 037 902 $** ont été versés à près de **35 242 victimes** d'actes criminels.

Dans le même esprit, l'Assemblée nationale adoptait en décembre 1977 la ***Loi visant à favoriser le civisme***. Voici maintenant 23 ans que toute personne portant secours à quelqu'un dont la vie ou l'intégrité physique est en danger peut obtenir réparation des préjudices qu'elle a subis. Les indemnités versées jusqu'à maintenant dans le cadre de l'application de cette loi totalisent près de **6 324 520 $**.

En novembre 2000, le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration a remis à 38 citoyens du Québec des médailles du civisme et des mentions d'honneur pour l'année 1999. Institué en vertu de la *Loi visant à favoriser le civisme*, l'*Hommage au civisme* a pour but de souligner le courage et la conduite exemplaire de citoyens ayant porté secours à des personnes dont la vie était en danger, parfois même au péril de leur propre vie.

Au sein de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) analyse l'admissibilité et assure le traitement des demandes de prestations que lui présentent les citoyens. Elle relève du président et chef des opérations de la CSST.

À quelques exceptions près, les prestations payables aux victimes d'actes criminels et aux sauveteurs conformément à ces deux lois sont les mêmes que celles que prévoit la *Loi sur les accidents du travail* (L.R.Q., chap. A-3). L'éventail des avantages offerts aux prestataires comprend l'indemnisation, l'assistance médicale et la réadaptation.

La Direction de l'IVAC répond de ses activités, en ce qui concerne la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*, au ministre de la Justice. En ce qui concerne la *Loi visant à favoriser le civisme*, elle fait rapport de ses activités au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Les frais engagés pour l'application de ces deux lois sont remboursés à la CSST par le ministère des Finances dans le cadre de programmes budgétaires relevant des ministères visés.

# TABLE DES MATIÈRES


**1. REVUE DE L'ANNÉE**

1.1 Faits saillants de l'an 2000 **6**
1.2 Activités des services **9**
1.3 Organigramme **12**

**2. PRESTATIONS ACCORDÉES ET SERVICES OFFERTS** **13**

**3. LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

3.1 Profil de la clientèle **14**
3.2 Prestations et frais d'administration **22**
3.3 Sommaire des décisions **23**

**4. LOI VISANT À FAVORISER LE CIVISME**

4.1 Profil de la clientèle **26**
4.2 Prestations et frais d'administration **29**
4.3 Sommaire des décisions **30**


# TABLEAUX


**PROFIL DE LA CLIENTÈLE**
***LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS***

1 Répartition des victimes selon le sexe et l'âge **15**
2 Répartition des actes criminels selon le sexe de la victime **15**
3 Répartition des actes criminels selon l'âge de la victime **16**
4 Répartition des mobiles des crimes selon le sexe de la victime **16**
5 Répartition des lieux des crimes selon le sexe de la victime **17**
6 Répartition des types d'armes utilisées selon le sexe de la victime **17**

***LOI VISANT À FAVORISER LE CIVISME***

15 Répartition des sauveteurs selon le sexe et l'âge **26**
16 Répartition des lieux de sauvetage selon le sexe du sauveteur **26**

**INDEMNISATION**
***LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS***

7 Demandes de prestations reçues selon la région de résidence de la victime **18**
8 Demandes de prestations étudiées **19**
9 Répartition des demandes de prestations étudiées par région **19**
10 Répartition des demandes de prestations acceptées selon les articles du Code criminel énumérés dans l'annexe de la Loi sur l'IVAC **20**
11 Répartition des demandes de prestations rejetées **21**
12 Total des prestations et des frais d'administration **22**
13 Types de prestations versées **22**
14 Enquêtes **22**

***LOI VISANT À FAVORISER LE CIVISME***

17 Demandes de prestations reçues selon la région de résidence du sauveteur **27**
18 Demandes de prestations étudiées **27**
19 Répartition des demandes de prestations étudiées par région **28**
20 Répartition des demandes de prestations rejetées **28**
21 Total des prestations et des frais d'administration **29**
22 Types de prestations versées **29**
23 Enquêtes **29**

Ce début de millénaire fut des plus riches sur le plan des réalisations. En effet, à la suite d'une l'analyse approfondie de l'organisation du travail menée à la Direction de l'IVAC en 1999, diverses mesures administratives ont été mises de l'avant au cours de l'année 2000 afin d'améliorer la qualité des services à la clientèle.

### *Processus de traitement des demandes*

Déjà, en 1999, la Direction avait amorcé une réflexion sur des mesures concrètes visant à simplifier et à accélérer le traitement de certaines demandes de prestations. En janvier 2000, le projet pilote de *la voie rapide d'accès au régime* voit le jour. Ce processus favorise le traitement de dossiers comportant le remboursement de certains frais (vêtements, frais médicaux et frais funéraires), le paiement d'indemnités pour de courtes périodes d'incapacité totale temporaire (ITT) et le versement de rentes aux personnes à la charge d'une victime décédée.

En fin d'année, les statistiques démontrent que grâce à ce processus **738** dossiers, soit **28 %** du nombre total des dossiers de l'année 2000, ont été traités et clos dans un délai moyen de 30 jours.

Par ailleurs, la mise en place de nouveaux indicateurs de gestion a permis de réduire les délais de réception de documents ou d'information supplémentaire devant être fournis par les victimes et les sauveteurs.

### *Ajout à l'effectif*

Au cours du présent exercice, des ressources supplémentaires (12 postes) ont été accordées à la Direction en vue d'améliorer les délais de traitement des demandes de prestations, ce qui a permis d'offrir à la clientèle des services de meilleure qualité.

### *Cadre de gestion*

Soucieuse d'actualiser les politiques et procédures en vigueur, en fonction de nouvelles réalités sociales, la Direction a entrepris la révision et la mise à jour de l'ensemble des politiques et procédures. Cette opération se terminera en 2001.

### ORIENTATIONS 2000 DE LA DIRECTION DE L'IVAC

La Direction de l'IVAC s'est engagée à améliorer ses services à la clientèle en définissant des objectifs et des indicateurs de gestion visant chaque unité administrative. Elle s'est inspirée, à la fois, des orientations de la CSST, du pacte social du Protecteur du citoyen ainsi que du nouveau cadre de gestion pour la fonction publique 1999.

### RÉAMÉNAGEMENT DES LOCAUX DE LA DIRECTION DE L'IVAC

La croissance de l'effectif a obligé la Direction à revoir l'aménagement de ses locaux afin de doter les employés d'un espace adéquat respectant les normes d'aménagement. Dans le but d'offrir également à sa clientèle un accueil respectant les normes de confidentialité, il est prévu d'aménager des salles d'entrevue favorisant l'établissement d'un climat de confiance, sans négliger pour autant l'aspect de la sécurité.

### NOUVEAU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE

En raison notamment de la désuétude de son système téléphonique, la CSST a entrepris un virage important en faisant l'acquisition d'une nouvelle technologie de pointe. La Direction de l'IVAC a bénéficié de cette modernisation.

Une planification minutieuse a permis une mise en place harmonieuse du nouveau système téléphonique. La clientèle et les nombreux partenaires de la Direction ont été informés des nouveaux numéros de téléphone et de télécopieur. Pour assurer une transition transparente, il a été prévu qu'ils puissent joindre la Direction de l'IVAC en utilisant les anciens numéros de téléphone jusqu'en janvier 2002.

### FORMATION DU PERSONNEL

La Direction de l'IVAC favorise l'intégration des nouveaux employés. De ce fait, elle mise sur la formation adaptée aux champs des responsabilités professionnelles de chacun, favorisant ainsi le maintien de l'expertise.

En outre, en prévision du passage à l'an 2000, l'installation de nouveaux ordinateurs a nécessité une mise à jour des connaissances de plusieurs employés quant aux différents logiciels utilisés.

### *Colloque des agents d'indemnisation*

En mars, les agents d'indemnisation de la Direction ont participé activement au Colloque des agents d'indemnisation de la CSST; une telle rencontre se tenait pour la première fois depuis 10 ans. Reconnaissance, ressourcement, réflexion et échanges ont marqué cette rencontre.

### *Formation sur la communication réussie*

En mai, l'ensemble du personnel a reçu une formation sur les bases de la communication réussie. Cette session de deux jours visait à faire connaître aux employés les principes de base de l'ennéagramme (l'étude des types de personnalité) et de l'analyse transactionnelle. Le but : mieux se connaître et comprendre les autres.

## POUR UN MEILLEUR SERVICE À LA CLIENTÈLE

### *Centre d'expertise en matière de services aux citoyens et de gestion de la performance*

Au cours de l'année 2000, la Direction de l'IVAC s'est jointe aux six organismes gouvernementaux qui ont créé le centre d'expertise en matière de services aux citoyens et de gestion de la performance. Ces organismes sont la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), la Régie des rentes du Québec (RRQ), la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) et la Commission des normes du travail (CNT).

La mission du centre est *de soutenir, par des réalisations tangibles, les organismes membres dans la transition vers une culture de gestion par résultats axée sur l'amélioration des services aux citoyens.*

### *Plan pluriannuel d'allègement réglementaire de la CSST*

Cette planification s'inscrit dans le cadre des objectifs du processus d'allègement réglementaire et de réduction des formalités administratives mises de l'avant par le ministère du Conseil exécutif du gouvernement du Québec.

Toujours dans un souci d'amélioration de ses communications écrites avec la clientèle, notamment en produisant des textes clairs, concis et davantage adaptés à ses façons de faire, la Direction a poursuivi, en l'an 2000, ses travaux de révision des lettres types. De plus, les droits d'appel figurant sur 68 lettres types provenant de différents services de la Direction de l'IVAC ont été reformulés.

## PRÉSENCE DANS LE MILIEU

La Direction de l'IVAC a participé au cours de l'année 2000 à plusieurs événements en vue de se faire mieux connaître des intervenants du réseau de la santé et des services sociaux et d'accroître sa collaboration avec eux.

### *Cours de médecine d'expertise*

Dans le cadre du programme de médecine d'assurance et d'expertise, offert par l'Université de Montréal, la Direction a élaboré un cours à caractère scientifique de 90 minutes sur vidéocassette à l'intention des médecins experts. Les messages véhiculés touchent les mandats de la Direction, les lois qu'elle applique, les types d'expertises demandées et les rapports d'expertise.

### *X^e Symposium international de victimologie*

Le X^e Symposium international de victimologie s'est déroulé à l'été 2000 à Montréal. Il a réuni 1321 congressistes de 40 pays. Cet événement d'envergure, à l'organisation duquel la Direction de l'IVAC collabore depuis 1998, se voulait un lieu d'échanges et de discussion sur la victimologie, c'est-à-dire l'étude des relations agresseur-victime.

Deux ateliers d'information ont été présentés par Direction de l'IVAC. Le premier, *Parole aux victimes,* visait à illustrer par six témoignages les répercussions (relations familiales et interpersonnelles, capacité de travailler, etc.) d'un événement violent sur l'individu. Le second atelier portait sur l'importance de diagnostiquer les troubles de la personnalité et l'état de stress post-traumatique chez certaines victimes d'actes criminels. Les échanges des participants visaient à mieux comprendre la dynamique psychologique de ces victimes afin de favoriser leur retour à un certain équilibre. Il a été aussi question de la nécessité d'associer différents partenaires au traitement que suivent les victimes.

### *Brunch-causerie à l'intention des psychiatres*

À la fin de septembre, une quarantaine de personnes dont des psychiatres cliniciens, des pédopsychiatres et des résidents, étaient conviés à une présentation expliquant la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*, le cadre médico-légal (IVAC et LAT) et le traitement médical des victimes. Ce brunch-causerie d'une durée de quatre heures a été très apprécié des participants.

Cette activité était organisée en collaboration avec le Comité de maintien de la compétence professionnelle du Département de psychiatrie du CHUM et soutenue financièrement par la société SmithKline Beecham Pharma.

Pour l'occasion, des feuillets d'information sur l'évaluation de l'incapacité totale temporaire (ITT), des traitements, des limitations fonctionnelles et du déficit anatomo-physiologique (DAP), qui constituent des aide-mémoire à l'intention des médecins psychiatres, ont été distribués.



### *Congrès 2000 de l'Ordre des psychologues*

En octobre dernier, s'est tenu le Congrès 2000 de l'Ordre des psychologues auquel ont pris part 700 personnes. La participation de la Direction à ce congrès démontre, une fois de plus, sa volonté de se rapprocher de ses partenaires. Et l'Ordre des psychologues en est un d'importance puisque près de 70 % des dossiers traités par la Direction comportent la prestation de services psychothérapeutiques. Les congressistes ont eu le loisir, entre autres, de visiter le stand de la direction et, par le fait même, de mieux connaître ces différents services.

L'atelier sur les tiers payeurs intitulé *Travailler dans le cadre de la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels* a spécialement attiré l'attention. Cette présentation apportait des éclaircissements et des précisions sur les services de la Direction de l'IVAC et sur le rôle que les psychologues ont à jouer dans le processus de réadaptation des victimes d'actes criminels et des sauveteurs.

### *Des liens de plus en plus étroits avec nos partenaires*

Comme par le passé, de nombreuses mesures ont été prises afin de favoriser une plus grande coordination ou le renouvellement d'ententes de service avec des partenaires œuvrant auprès des victimes d'actes criminels.

Tout au long de la dernière année, le personnel de la Direction a rencontré des intervenants des centres jeunesse, des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), de l'organisme de défense des droits des gais et des lesbiennes *Dire enfin la violence* et des services de police. De plus, le personnel a poursuivi sa participation aux réunions et aux comités des tables de concertation sur les victimes de crimes à caractère sexuel et de violence conjugale.

Les employés de la Direction sont regroupés dans cinq services : les Services d'indemnisation et de la réadaptation, chapeautés par la Direction des services spécialisés, puis les Services de l'admissibilité légale et des enquêtes et enfin le Service administratif.

## LA DIRECTION DES SERVICES SPÉCIALISÉS

Les agents d'indemnisation et les conseillers en réadaptation veillent à assurer aux victimes d'actes criminels et aux sauveteurs l'ensemble des services auxquels ils ont droit. En plus du versement des indemnités et de l'assistance médicale, leurs interventions portent sur la réadaptation pour un retour à l'autonomie ou sur le marché du travail. À cet égard, divers spécialistes des secteurs public et privé, tels que des psychothérapeutes, des physiothérapeutes, des ergothérapeutes et d'autres, ont fourni aux victimes et aux sauveteurs de leur région les soins appropriés à leur état de santé.

Comme par le passé, le personnel de cette direction a poursuivi l'étude des dossiers complexes et de longue durée. Cet exercice a été réalisé par une équipe multidisciplinaire. On y a analysé de façon approfondie des dossiers où la durée de l'incapacité et la gravité des séquelles se révélaient disproportionnées par rapport aux répercussions prévisibles de l'acte criminel, malgré les nombreux traitements suivis ou mesures accordées.

Cette revue des dossiers complexes, tout en donnant l'occasion de s'engager dans de nouvelles voies, permet de cerner les dossiers à enjeux. Dans cette perspective, un projet pilote a été mis sur pied en vue d'offrir des services à l'intention des victimes d'inceste. En raison du nombre croissant de demandes provenant de cette clientèle, la Direction de l'IVAC a cru opportun de prévoir pour elle un mode d'intervention particulier.

En effet, la réadaptation d'une victime ayant connu des abus sexuels au cours de l'enfance diffère de celle d'une victime d'âge adulte.

## LE SERVICE DE L'ADMISSIBILITÉ LÉGALE

Les avocats du Service de l'admissibilité légale se prononcent sur la recevabilité des demandes des personnes désirant se prévaloir des dispositions de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*. Ils étudient la preuve contenue dans le dossier (rapports médicaux, psychosociaux et de police) ainsi que toute autre preuve obtenue à la suite d'une enquête ou d'une audition. Ils doivent également s'assurer que la victime n'a pas, par sa faute lourde, contribué à ses blessures ou à sa mort.

L'an dernier, **3897** demandes ont été étudiées, **2637** d'entre elles ont été acceptées et **820** ont été rejetées, principalement en raison de l'absence de preuve d'acte criminel ou d'une pour faute lourde commise par la victime. Par ailleurs, **440** dossiers ont été fermés à la suite du désintéressement ou du désistement du réclamant. Toutes les décisions ont été motivées et communiquées par écrit au réclamant.

Cette année encore, les avocats du Service de l'admissibilité légale ont eu à se prononcer sur des demandes concernant des événements survenus il y a de nombreuses années. Ces demandes proviennent essentiellement de victimes d'inceste, d'agression sexuelle et de violence familiale ou conjugale.

L'admissibilité des demandes reposant sur la preuve d'un acte criminel, comme le prévoit l'annexe de la loi, et sur la preuve d'une blessure résultant de cet acte, ce type de dossiers pose des problèmes particuliers. En effet, ces crimes ne sont pas toujours dénoncés. De plus, leurs auteurs sont souvent décédés ou introuvables et rares sont les témoins qui pourraient corroborer la version de la victime.

Quant à la blessure, étant généralement de nature psychologique, il faut alors distinguer les séquelles à l'acte criminel de l'état psychologique de la victime, ce qui peut s'avérer difficile, surtout lorsque de nombreuses années se sont écoulées depuis le crime.

Pour compléter la preuve, des démarches supplémentaires se révèlent nécessaires. Il faut selon le cas, rencontrer la victime, obtenir des rapports médicaux supplémentaires ou encore soumettre la victime à un examen médical.

Rappelons que même si l'interprétation de la loi est devenue plus libérale avec les années, élargissant ainsi l'accessibilité au programme d'indemnisation, le traitement de la demande reste soumis au cadre légal établi en 1972 lors de l'adoption de la loi.

## LE SERVICE DES ENQUÊTES

À la demande d'un avocat, le personnel de ce service mène des enquêtes afin de déterminer, en l'absence de rapport de police ou si celui-ci est incomplet, les circonstances ayant entouré la perpétration d'un crime ou le comportement de la victime. L'enquête permet dans certains cas de constater que la victime n'a pas, par sa faute lourde, contribué à ses blessures ou à sa mort ou qu'elle a effectivement été victime d'un acte criminel dans les circonstances décrites. Pour ce faire, les enquêteurs rencontrent les personnes liées à l'incident faisant l'objet de la demande : témoin, agresseur, victime, de même que tout autre informateur. Grâce à leurs investigations, les enquêteurs ont permis à des victimes innocentes de bénéficier des avantages de la loi, alors qu'au départ, les circonstances de l'agression paraissaient nébuleuses.

Le Service des enquêtes porte aussi une attention particulière aux demandes de prestations provenant du milieu du crime organisé, notamment des motards, des trafiquants de stupéfiants et des membres de *gangs de rue*.



En début d'année, aux **193** enquêtes toujours en cours se sont greffées **672** nouvelles enquêtes, soit un total de **865** enquêtes à mener. Durant l'année, le service a clos **606** enquêtes, en a annulé **15; 244** étaient toujours en cours à la fin de l'année. Parallèlement, **1242** enquêtes téléphoniques ont été effectuées par le personnel de ce service au cours de la même période.

Soulignons que dans ses efforts pour clore plusieurs enquêtes, le service peut compter sur une excellente collaboration de la part des corps policiers du Québec, des Centres de protection de la jeunesse et des divers organismes provinciaux et fédéraux.

À l'automne, le Service des enquêtes a terminé le *Guide à l'usage des enquêteurs* amorcé en 1999. Ce document se veut le fruit des connaissances acquises par les enquêteurs de la Direction de l'IVAC; plus de **10 000** enquêtes ont été réalisées depuis 1983. Rappelons que les objectifs visés par la production de cet ouvrage sont l'encadrement des activités des enquêteurs de la Direction de l'IVAC et la création d'un document de référence destiné au nouvel enquêteur. Différentes notions y sont abordées, telles que les principes d'éthique et d'enquête à respecter, notamment en ce qui a trait aux droits fondamentaux, à l'attitude envers la clientèle et à la collecte de l'information.

## LE SERVICE ADMINISTRATIF

Un des principaux mandats de ce service consiste à offrir à l'ensemble du personnel de la Direction, le soutien nécessaire en matière de gestion des ressources humaines, matérielles, financières et informatiques.

Au cours de l'exercice visé, le Service a déployé les efforts nécessaires pour assurer la formation continue de l'ensemble du personnel. L'organisation a choisi de privilégier le travail d'équipe et le jumelage.

Outre le développement des ressources humaines, le service s'est vu, afin de mieux servir la clientèle, confier deux projets d'envergure, soit la planification du réaménagement des locaux de la Direction prévue pour 2001 et l'implantation du système téléphonique à l'automne 2000.

Le service est également responsable de l'accueil et des renseignements. Au cours de l'année, les préposés aux renseignements ont accueilli 1545 visiteurs et ont répondu à 60 734 appels téléphoniques. Ils ont ainsi offert à la clientèle l'assistance nécessaire pour remplir différents formulaires, l'ont dirigé vers les ressources du milieu ou encore l'ont informé de ses droits. De plus, ce service permet à la Direction d'être constamment à l'affût des préoccupations de la clientèle.

L'ouverture des nouveaux dossiers, le suivi des évaluations médicales, des traitements de physiothérapie et d'ergothérapie ainsi que le suivi des frais médicaux portés aux dossiers des victimes et des sauveteurs relèvent également de ce service.

Au chapitre de l'informatique, le service a amorcé la conception d'outils spécialisés, notamment d'un module médical. Cette application permet d'enregistrer le diagnostic et le suivi du traitement des dossiers, favorisant le partage de l'information entre plusieurs intervenants et un repérage rapide des données recherchées. Soulignons enfin la migration partielle vers l'environnement Windows NT.

## LE SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DES RELATIONS PUBLIQUES

Ce service a répondu à plus de **400** demandes de renseignements et de documentation provenant d'organismes publics ou de personnes intéressées : travailleurs sociaux, psychologues, centres d'aide aux victimes d'actes criminels, policiers, étudiants, etc. Il a également assuré la coordination des différents événements à caractère public qui se sont déroulés en l'an 2000.

Après vingt mois de travail, la deuxième étape des travaux de révision de la correspondance destinée à la clientèle de la Direction de l'IVAC en comité multidisciplinaire s'est achevée. Les conseillers en réadaptation disposent maintenant de 34 lettres types et de 4 formulaires entièrement révisés, mis à jour et dûment validés par les utilisateurs. Souples, concises et adaptées aux destinataires, les lettres réécrites portent essentiellement sur les programmes de réadaptation physique, sociale et professionnelle.

Enfin, à la demande de médias d'information, la responsable des communications a accordé pas moins d'une vingtaine d'entrevues au cours de l'année.

## LES SERVICES CONSEILS

Des professionnels travaillant dans différents champs de compétence exercent un rôle conseil auprès des autres services de la Direction de l'IVAC et assurent la liaison avec les organismes partenaires.

## LES DEMANDES DE RÉVISION ET D'APPEL

### BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE IVAC-CIVISME

Le Bureau a reçu **660** nouvelles demandes de révision et de reconsidération administrative au cours de l'année. Il a fermé **597** dossiers durant cette période, y compris les désistements, les cas d'absence de compétence et de demandes qui n'ont pas été présentées dans les délais prévus ainsi que les fermetures pour des motifs d'ordre administratif.

#### *Révision administrative*

Au cours de l'année 2000, **487** décisions ont été rendues. Les principaux motifs de contestation concernent la durée de l'incapacité totale temporaire et le taux du déficit anatomo-physiologique. Pour ce qui est de l'admissibilité légale, les contestations portent sur la notion de faute lourde et l'absence de preuve d'un acte criminel.

Les décisions de première instance contestées ont été maintenues dans une proportion de **78 %** et modifiées dans **22 %** des cas.

#### *Reconsidération administrative*

Les demandes de reconsidération administrative faites par les victimes et les sauveteurs sont étudiées par le Bureau de la révision administrative IVAC-Civisme. Ces demandes concernent les décisions rendues sur le remboursement des frais d'assistance médicale, le choix des mesures de réadaptation sociale de même que la durée et la nature des programmes de réadaptation professionnelle. Les décisions rendues sont finales.

Au cours de l'année 2000, **110** demandes de reconsidération ont été étudiées. Les décisions de première instance contestées ont été maintenues dans une proportion de **85 %** et modifiées dans **15 %** des cas.

### TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Certaines décisions rendues par le Bureau de révision administrative peuvent être contestées auprès de ce tribunal de dernière instance, notamment toutes les décisions relatives à l'admissibilité légale et celles qui portent sur l'incapacité permanente.

L'an dernier, le Tribunal administratif du Québec (TAQ) a reçu **177** demandes et en a étudié **118**. Les statistiques démontrent que le TAQ a maintenu la décision contestée dans **65 %** des cas, la modifiant dans **35 %** des dossiers. Les motifs de contestation demeurent sensiblement les mêmes que ceux qu'on trouve dans les demandes adressées au Bureau de la révision administrative IVAC-Civisme.

**Adjointe exécutive**
Lyse Précourt
**Secrétariat**
Sophie Daigle
**Technicienne en administration**
Johanne Desormeaux
**Calcul et émission de chèques**
Jeannine Charest
Nathalie Lavoie

**Coordonnatrice**
Danièle Presseault
**Accueil - renseignements**
Guy Letourneau
Maria Massa
Michel G. Pigeon
Johanne Poirier
Line Rochon
**Ouverture des dossiers**
Mireille Doucet
**Ouverture des dossiers/ suivi physio-ergo**
Claire Boismenu
Sylvain Francoeur
Line Daigle
**Soutien administratif**
Sasha Carrillo
Nathalie Melançon

**Réviseures**
Me Lise Ahern
Me Isabelle Grimard
Me Marion Paquin
**Technicienne en administration**
Francine Roy
**Secrétariat**
Johanne Marquis/Lise Lavoie

Me Rolande Couture

**Directeur**
Richard Gervais
**Indemnisation Spécialiste**
Lise Desjardins
**Chef d'équipe**
Marion Lanthier
**Traitement**
Annie Bourdeau
Nathalie Caron
Annie Ducharme
Louise Gauthier
Christine Routhier
Neil Roy
**Collecte d'information**
Joyce Gallant
Jacinthe Lanthier
Monique Hamelin
**Voie rapide d'accès au régime**
Stephane Cossette
**Traitement - voûte**
Charles Brillant
Denis Rivest

**Secrétariat**
Linda Leduc
**Réadaptation Spécialiste**
Diane Bilodeau
**Conseillers et conseillères**
Johanne Babineau
Mario Chagnon
Lisette Charland
Francine Desmarais
Marie-Claude Du Perron
Carole Léonard
José Paquet
Sophie Poirier
Luc Therrien
**Soutien au traitement**
Raynald Cloutier
Josée Thibault

D Benoit Boissy
D Christiane Girard
D Marie-Andrée Larsen-Passe
Michèle Poupart

**Chef d'équipe**
Claude Landry
**Enquêteurs et enquêtrice**
Sébastien Aubry
Claude Beausoleil
Sylvy Bessette
Jacques Gamache
Gaetan Roy
Michel St-Pierre
**Secrétariat**
Lina Piccolo

**Secrétariat**
Diane Léveillé
**Responsable des communications**
Monique Gauthier
**Conseillère juridique**
Me Dominique Blain
**Analyste en informatique**
Duc Bui
**Experte-conseil**
D Michèle Bélanger

**Coordonnateur**
Me André Beaulieu
**Avocats et avocates**
Me Camille Faucher
Me Jean R. Gauthier
Me Jean-Carl Hudon/Me Sonia Côté
**Secrétariat**
Sylvie Labbé
**Techniciennes en droit**
Josée Trahan
Marilyne Caboret

## 2. PRESTATIONS ACCORDÉES ET SERVICES OFFERTS

Au Québec, toute personne blessée* à la suite d'un acte criminel figurant dans l'annexe de la loi ou d'un acte de sauvetage peut se prévaloir des avantages de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* ou de la *Loi visant à favoriser le civisme*. En cas de décès, les personnes à charge ou les parents dans le cas d'un mineur, peuvent en bénéficier.

### *Ces avantages sont accordés*

- à la personne blessée directement ou tuée lors d'un acte criminel, selon une disposition prévue dans l'annexe de la Loi sur l'IVAC;
- à la personne qui procède à l'arrestation d'un contrevenant ou qui prête assistance à un agent de la paix qui procède à une arrestation;
- à la personne qui prévient une infraction ou qui prête assistance à un agent de la paix qui prévient une infraction;
- au sauveteur blessé qui meurt ou dont les biens sont endommagés, alors qu'il porte secours à une personne dont la vie ou l'intégrité physique est en danger.

### MARCHE À SUIVRE

Pour se prévaloir des avantages prévus par ces lois, toute victime, sauveteur ou bénéficiaire doit remplir le formulaire de ***Demande de prestations***. La demande doit être transmise dans l'année où surviennent les préjudices matériels, la blessure ou la mort de la victime ou du sauveteur.

On peut se procurer le formulaire à la Direction de l'IVAC et dans les bureaux régionaux de la Commission de la santé et de la sécurité du travail. On le trouve également dans les endroits suivants : centres d'aide aux victimes d'actes criminel (CAVAC), Direction de la protection de la jeunesse, hôpitaux, CLSC et postes de police.

### ÉVALUATION D'UNE DEMANDE

Toute demande est étudiée à la lumière du rapport de police et du rapport médical soumis par les organismes visés. Le premier établit la preuve de l'acte criminel et le second, la preuve de la blessure. Dès que le dossier est complet, le Service de l'admissibilité légale se prononce sur la recevabilité de la demande. S'il le juge nécessaire, il pourra demander une évaluation médicale ou une enquête ou tenir une audition.

Si la demande est acceptée, le dossier est transmis à la Direction des services spécialisés qui évalue les besoins et détermine, le cas échéant, le type d'indemnités à verser et les services nécessaires au rétablissement de la personne. En cas de refus de la demande, le réclamant insatisfait de cette décision peut la contester. Ses droits d'appel sont précisés dans la décision qui lui est adressée.

### POLITIQUE DE PRISE EN CHARGE PRÉCOCE

Cette politique d'exception est réservée aux personnes qui, en raison d'un événement récent, éprouvent des difficultés majeures de fonctionnement et ne bénéficient d'aucun soutien. Cette mesure permet une intervention rapide auprès des victimes en détresse avant même que le processus d'admissibilité légale ne soit terminé.

### AVANTAGES DONT PEUVENT SE PRÉVALOIR LES VICTIMES ET LES SAUVETEURS

Pendant la période où la victime est incapable de travailler ou de vaquer à ses occupations habituelles, elle touche 90 % de son revenu net. Les frais de réadaptation physique (médicaments, soins médicaux et hospitaliers, physiothérapie, ergothérapie, etc.), de réadaptation sociale (psychothérapie, adaptation résidentielle, etc.) et de réadaptation professionnelle (formation, aide à la recherche d'emploi, etc.) sont également remboursés. En outre, s'il subsiste des séquelles permanentes à la suite des traitements, la victime reçoit une rente mensuelle proportionnelle à son incapacité physique ou psychologique.

### EN CAS DE DÉCÈS

Les personnes à charge d'une victime décédée peuvent présenter une demande de prestations. Le montant de la rente est fixé en fonction du salaire de la victime et varie selon le nombre de ses personnes à charge.

Dans le cas d'un mineur, une indemnité de 2000 $ est accordée au parent qui en avait la charge.

De plus, les frais de transport du corps sont remboursés jusqu'à concurrence de 500 $ et un montant de 600 $ est alloué pour les frais funéraires.

### REMBOURSEMENT DES DOMMAGES MATÉRIELS

Les dommages matériels subis par la victime d'un acte criminel ou un sauveteur sont remboursables selon certains critères, jusqu'à concurrence de 1000 $.

*Au sens de la loi, le mot « blessure » comprend lésion corporelle, grossesse à la suite d'une agression sexuelle, choc nerveux ou psychologique.

En 2000, la Direction de l'IVAC a accepté **2590** demandes de prestations provenant de victimes d'actes criminels, **soit 11 % de plus qu'en 1999**. On observe que sensiblement plus de femmes (**54 %**) que d'hommes ont été victimes d'actes criminels (voir le tableau 1).

Les principaux actes criminels commis envers les femmes sont les **agressions à caractère sexuel,** dans **36 %** des cas, les voies de fait, dans **33 %** des cas, les agressions armées, dans **14,5 %** des cas et les vols qualifiés, dans **9 %** des cas. Par ailleurs, on dénombre **31** femmes victimes de meurtre ou d'homicide involontaire (voir le tableau 2).

Pour leur part, les hommes ont été victimes d'**agressions armées** dans **41 %** des cas, de voies de fait dans **27 %** des cas, d'un vol qualifié dans **10 %** des cas et d'agressions à caractère sexuel dans **11 %** des cas. En outre, on dénombre **38** hommes victimes de meurtre ou d'homicide involontaire (voir le tableau 2).

On observe également que **28 %** des actes criminels ont été perpétrés envers des jeunes de moins de 18 ans et qu'il s'agissait d'agressions à caractère sexuel dans **68 %** des cas.

Quant aux actes criminels commis envers les personnes de 18 à 35 ans et de 36 à 64 ans, ils comptent respectivement pour **35 %** et **33 %** des cas. Les voies de fait, les agressions armées, les vols qualifiés et les agressions sexuelles sont les principaux actes criminels répertoriés. Pour ce qui est des personnes âgées, elles constituent **4 %** des victimes, principalement de vols qualifiés (voir le tableau 3).

Le principal lieu où se produisent les actes criminels dont les femmes sont victimes est leur **domicile** dans **53 %** des cas, le domicile de l'agresseur dans **15 %** des cas et la voie publique dans **12 %** des cas. Pour leur part, les hommes sont victimes d'une agression sur la **voie publique** dans **24 %** des cas, à leur domicile dans **25 %** des cas, et dans un débit de boisson dans **13 %** des cas (voir le tableau 5).

Autant les femmes que les hommes ont été majoritairement agressés, dans **37 %** des cas, **à coups de pied et de poing** (voir le tableau 6).

**TABLEAU 1 — RÉPARTITION DES VICTIMES SELON LE SEXE ET L'ÂGE**

| | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| 0 - 17 ans | 447 | 275 |
| 18 - 35 ans | 409 | 493 |
| 36 - 64 ans | 466 | 390 |
| 65 ans et plus | 66 | 44 |

Ce tableau présente les demandes acceptées en 2000.

**TABLEAU 2 — RÉPARTITION DES ACTES CRIMINELS SELON LE SEXE DE LA VICTIME**

| | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| Usage d'explosifs | 0 | 1 |
| Braquer une arme à feu | 17 | 7 |
| Rapport sexuel par une personne en autorité | 10 | 0 |
| Inceste | 24 | 3 |
| Nuisance publique causant un tort | 1 | 0 |
| Lésions corporelles par négligence criminelle | 7 | 2 |
| Meurtre | 27 | 33 |
| Homicide involontaire | 4 | 5 |
| Tentative de meurtre | 13 | 34 |
| Administrer un poison | 10 | 6 |
| Conduite d'un bateau avec des facultés affaiblies | 1 | 0 |
| Voies de fait avec véhicule | 2 | 1 |
| Voies de fait | 440 | 276 |
| Voies de fait graves | 15 | 47 |
| Agression armée | 201 | 496 |
| Infliction illégale de lésions corporelles | 3 | 5 |
| Agression sexuelle | 447 | 135 |
| Agression sexuelle armée | 13 | 0 |
| Agression sexuelle grave | 4 | 1 |
| Enlèvement | 4 | 2 |
| Séquestration illégale | 6 | 4 |
| Vol qualifié | 122 | 123 |
| Intimidation par la violence | 7 | 3 |
| Méfait | 3 | 3 |
| Crime d'incendie | 3 | 4 |
| Crime d'incendie avec perte de vie | 0 | 1 |
| Art. 3b, *Loi sur l'IVAC* | 0 | 8 |
| Art. 3c, *Loi sur l'IVAC* | 4 | 2 |

Ce tableau, qui présente les demandes acceptées en 2000, a été préparé en tenant compte des articles du *Code criminel* mentionnés à l'annexe de la *Loi sur l'IVAC*.

**TABLEAU 1 — RÉPARTITION DES VICTIMES SELON LE SEXE ET L'ÂGE**

| Groupe d'âge | Nombre de demandes | |
|---|---|---|
| | Femmes | Hommes |
| 0 - 17 ans | 447 | 275 |
| 18 - 35 ans | 409 | 493 |
| 36 - 64 ans | 466 | 390 |
| 65 ans et plus | 66 | 44 |
| **Total (2590)** | **1388** | **1202** |

Ce tableau présente les demandes acceptées en 2000.

**TABLEAU 2 — RÉPARTITION DES ACTES CRIMINELS SELON LE SEXE DE LA VICTIME**

| Actes criminels | Nombre de demandes | |
|---|---|---|
| | Femmes | Hommes |
| Usage d'explosifs | 0 | 1 |
| Braquer une arme à feu | 17 | 7 |
| Rapport sexuel par une personne en autorité | 10 | 0 |
| Inceste | 24 | 3 |
| Nuisance publique causant un tort | 1 | 0 |
| Lésions corporelles par négligence criminelle | 7 | 2 |
| Meurtre | 27 | 33 |
| Homicide involontaire | 4 | 5 |
| Tentative de meurtre | 13 | 34 |
| Administrer un poison | 10 | 6 |
| Conduite d'un bateau avec des facultés affaiblies | 1 | 0 |
| Voies de fait avec véhicule | 2 | 1 |
| Voies de fait | 440 | 276 |
| Voies de fait graves | 15 | 47 |
| Agression armée | 201 | 496 |
| Infliction illégale de lésions corporelles | 3 | 5 |
| Agression sexuelle | 447 | 135 |
| Agression sexuelle armée | 13 | 0 |
| Agression sexuelle grave | 4 | 1 |
| Enlèvement | 4 | 2 |
| Séquestration illégale | 6 | 4 |
| Vol qualifié | 122 | 123 |
| Intimidation par la violence | 7 | 3 |
| Méfait | 3 | 3 |
| Crime d'incendie | 3 | 4 |
| Crime d'incendie avec perte de vie | 0 | 1 |
| Art. 3b, *Loi sur l'IVAC* | 0 | 8 |
| Art. 3c, *Loi sur l'IVAC* | 4 | 2 |
| **Total (2590)** | **1388** | **1202** |

Ce tableau, qui présente les demandes acceptées en 2000, a été préparé en tenant compte des articles du *Code criminel* mentionnés à l'annexe de la *Loi sur l'IVAC*.

**TABLEAU 3 — RÉPARTITION DES ACTES CRIMINELS SELON L'ÂGE DE LA VICTIME**

| Actes criminels | Âge | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 0-17 ans | 18-35 ans | 36-64 ans | 65 ans et + |
| Usage d'explosifs | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Braquer une arme à feu | 3 | 9 | 12 | 0 |
| Rapport sexuel par une personne en autorité | 10 | 0 | 0 | 0 |
| Inceste | 26 | 1 | 0 | 0 |
| Nuisance publique causant un tort | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Lésions corporelles par négligence criminelle | 4 | 5 | 0 | 0 |
| Meurtre | 9 | 21 | 26 | 4 |
| Homicide involontaire | 0 | 5 | 4 | 0 |
| Tentative de meurtre | 4 | 19 | 21 | 3 |
| Administrer un poison | 0 | 3 | 13 | 0 |
| Conduire un bateau avec des facultés affaiblies | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Voies de fait avec véhicule | 0 | 1 | 2 | 0 |
| Voies de fait | 109 | 265 | 312 | 30 |
| Voies de fait graves | 7 | 30 | 24 | 1 |
| Agression armée | 78 | 374 | 229 | 16 |
| Infliction illégale de lésions corporelles | 0 | 2 | 5 | 1 |
| Agression sexuelle | 449 | 85 | 47 | 1 |
| Agression sexuelle armée | 4 | 4 | 5 | 0 |
| Agression sexuelle grave | 1 | 2 | 2 | 0 |
| Enlèvement | 1 | 5 | 0 | 0 |
| Séquestration illégale | 2 | 3 | 4 | 1 |
| Vol qualifié | 7 | 59 | 129 | 50 |
| Intimidation par la violence | 3 | 3 | 3 | 1 |
| Méfait | 4 | 0 | 2 | 0 |
| Crime d'incendie | 1 | 1 | 5 | 0 |
| Crime d'incendie avec perte de vie | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Art. 3b, *Loi sur l'IVAC* | 0 | 3 | 4 | 1 |
| Art. 3c, *Loi sur l'IVAC* | 0 | 1 | 4 | 1 |
| **Total (2590)** | **722** | **902** | **856** | **110** |

Ce tableau, qui présente les demandes acceptées en 2000, a été préparé en tenant compte des articles du *Code criminel* mentionnés à l'annexe de la *Loi sur l'IVAC*.

**TABLEAU 4 — RÉPARTITION DES MOBILES DES CRIMES SELON LE SEXE DE LA VICTIME**

| Mobiles | Nombre de demandes | |
|---|---|---|
| | Femmes | Hommes |
| Crime d'intérêt | 1 | 5 |
| Crime irrationnel | 47 | 158 |
| Délit sexuel | 504 | 139 |
| Discrimination | 0 | 1 |
| Jalousie | 63 | 48 |
| Querelle | 347 | 261 |
| Stupéfiants | 1 | 3 |
| Vengeance | 31 | 74 |
| Vol | 148 | 171 |
| Indéterminé | 99 | 136 |
| Autres | 147 | 206 |
| **Total (2590)** | **1388** | **1202** |

Ce tableau présente les demandes acceptées en 2000.

**TABLEAU 5 — RÉPARTITION DES LIEUX DES CRIMES SELON LE SEXE DE LA VICTIME**

| Lieux | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| Banque | 12 | 9 |
| Commerce | 20 | 40 |
| Débit de boisson | 31 | 159 |
| Domicile de l'agresseur | 203 | 90 |
| Domicile de la victime | 741 | 300 |
| Domicile d'un tiers | 43 | 36 |
| Établissement de santé | 6 | 3 |
| Établissement hôtelier - restaurant | 14 | 24 |
| Établissement scolaire | 23 | 36 |
| Lieu de travail | 12 | 22 |
| Métro | 1 | 1 |
| Milieu carcéral | 1 | 12 |
| Moyen de transport | 25 | 31 |
| Parc | 23 | 33 |
| Stationnement | 24 | 54 |
| Voie publique | 169 | 291 |
| Autres | 40 | 61 |
| **Total (2590)** | **1388** | **1202** |

**TABLEAU 6 — RÉPARTITION DES TYPES D'ARMES UTILISÉES SELON LE SEXE DE LA VICTIME**

| Types d'armes | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| Animal | 0 | 1 |
| Arme à feu | 47 | 51 |
| Arme blanche | 45 | 95 |
| Aucune* | 520 | 389 |
| Automobile | 6 | 5 |
| Explosif | 0 | 1 |
| Feu | 7 | 12 |
| Objet contondant | 36 | 112 |
| Pieds, poings | 504 | 442 |
| Autres | 223 | 94 |
| **Total (2590)** | **1388** | **1202** |

* Cette catégorie regroupe plus spécifiquement les agressions sexuelles.

**TABLEAU 3 — RÉPARTITION DES ACTES CRIMINELS SELON L'ÂGE DE LA VICTIME**

| | 0-17 ans | 18-35 ans | 36-64 ans | 65 ans et + |
|---|---|---|---|---|
| Usage d'explosifs | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Braquer une arme à feu | 3 | 9 | 12 | 0 |
| Rapport sexuel par une personne en autorité | 10 | 0 | 0 | 0 |
| Inceste | 26 | 1 | 0 | 0 |
| Nuisance publique causant un tort | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Lésions corporelles par négligence criminelle | 4 | 5 | 0 | 0 |
| Meurtre | 9 | 21 | 26 | 4 |
| Homicide involontaire | 0 | 5 | 4 | 0 |
| Tentative de meurtre | 4 | 19 | 21 | 3 |
| Administrer un poison | 0 | 3 | 13 | 0 |
| Conduire un bateau avec des facultés affaiblies | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Voies de fait avec véhicule | 0 | 1 | 2 | 0 |
| Voies de fait | 109 | 265 | 312 | 30 |
| Voies de fait graves | 7 | 30 | 24 | 1 |
| Agression armée | 78 | 374 | 229 | 16 |
| Infliction illégale de lésions corporelles | 0 | 2 | 5 | 1 |
| Agression sexuelle | 449 | 85 | 47 | 1 |
| Agression sexuelle armée | 4 | 4 | 5 | 0 |
| Agression sexuelle grave | 1 | 2 | 2 | 0 |
| Enlèvement | 1 | 5 | 0 | 0 |
| Séquestration illégale | 2 | 3 | 4 | 1 |
| Vol qualifié | 7 | 59 | 129 | 50 |
| Intimidation par la violence | 3 | 3 | 3 | 1 |
| Méfait | 4 | 0 | 2 | 0 |
| Crime d'incendie | 1 | 1 | 5 | 0 |
| Crime d'incendie avec perte de vie | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Art. 3b, *Loi sur l'IVAC* | 0 | 3 | 4 | 1 |
| Art. 3c, *Loi sur l'IVAC* | 0 | 1 | 4 | 1 |
| **Total (2590)** | **722** | **902** | **856** | **110** |

Ce tableau, qui présente les demandes acceptées en 2000, a été préparé en tenant compte des articles du *Code criminel* mentionnés à l'annexe de la *Loi sur l'IVAC*.

**TABLEAU 4 — RÉPARTITION DES MOBILES DES CRIMES SELON LE SEXE DE LA VICTIME**

| | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| Crime d'intérêt | 1 | 5 |
| Crime irrationnel | 47 | 158 |
| Délit sexuel | 504 | 139 |
| Discrimination | 0 | 1 |
| Jalousie | 63 | 48 |
| Querelle | 347 | 261 |
| Stupéfiants | 1 | 3 |
| Vengeance | 31 | 74 |
| Vol | 148 | 171 |
| Indéterminé | 99 | 136 |
| Autres | 147 | 206 |
| **Total (2590)** | **1388** | **1202** |

Ce tableau présente les demandes acceptées en 2000

**TABLEAU 5 — RÉPARTITION DES LIEUX DES CRIMES SELON LE SEXE DE LA VICTIME**

| | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| Banque | 12 | 9 |
| Commerce | 20 | 40 |
| Débit de boisson | 31 | 159 |
| Domicile de l'agresseur | 203 | 90 |
| Domicile de la victime | 741 | 300 |
| Domicile d'un tiers | 43 | 36 |
| Établissement de santé | 6 | 3 |
| Établissement hôtelier - restaurant | 14 | 24 |
| Établissement scolaire | 23 | 36 |
| Lieu de travail | 12 | 22 |
| Métro | 1 | 1 |
| Milieu carcéral | 1 | 12 |
| Moyen de transport | 25 | 31 |
| Parc | 23 | 33 |
| Stationnement | 24 | 54 |
| Voie publique | 169 | 291 |
| Autres | 40 | 61 |
| **Total (2590)** | **1388** | **1202** |

**TABLEAU 6 — RÉPARTITION DES TYPES D'ARMES UTILISÉES SELON LE SEXE DE LA VICTIME**

| Types d'armes | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| Animal | 0 | 1 |
| Arme à feu | 47 | 51 |
| Arme blanche | 45 | 95 |
| Aucune* | 520 | 389 |
| Automobile | 6 | 5 |
| Explosif | 0 | 1 |
| Feu | 7 | 12 |
| Objet contondant | 36 | 112 |
| Pieds, poings | 504 | 442 |
| Autres | 223 | 94 |
| **Total (2590)** | **1388** | **1202** |

* Cette catégorie regroupe principalement les agressions sexuelles.

Du 1er janvier au 31 décembre 2000, la Direction de l'IVAC a reçu **3881** nouvelles demandes de prestations, soit une **augmentation de 14 %** des demandes de prestations par rapport à 1999, provenant non seulement de toutes les régions du Québec, mais aussi de l'extérieur (voir le tableau 7).

Au cours de cette période, **3846** demandes ont été étudiées, **2590** d'entre elles ont été acceptées et **816** ont été rejetées. En outre, **440** dossiers ont été fermés à la suite du désintéressement* ou du désistement* du réclamant.

Les sommes versées à titre d'indemnités aux victimes d'actes criminels et à leurs personnes à charge totalisent **35 863 659,22 $** (voir le tableau 12). Le salaire maximal était fixé à **50 500 $** en 2000.

Au début de l'année, **193** enquêtes étaient en cours. À ce nombre se sont ajoutées **672** nouvelles enquêtes, pour un total de **865** enquêtes à effectuer. Durant cette période, **606** enquêtes ont été closes et **15** ont été annulées. À la fin de l'année, **244** enquêtes étaient toujours en cours (voir le tableau 14). Parallèlement, **1242** enquêtes téléphoniques ont été effectuées par les enquêteurs en 2000.



**TABLEAU 7 — DEMANDES DE PRESTATIONS REÇUES SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE DE LA VICTIME**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Abitibi–Témiscamingue[1] | 70 | 44 | 80 |
| Bas-Saint-Laurent | 81 | 63 | 83 |
| Chaudière–Appalaches | 118 | 144 | 142 |
| Côte-Nord | 38 | 36 | 59 |
| Estrie | 149 | 151 | 191 |
| Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | 25 | 30 | 36 |
| Île de Montréal | 966 | 1038 | 1096 |
| Lanaudière | 177 | 192 | 191 |
| Laurentides | 211 | 212 | 243 |
| Laval | 136 | 138 | 129 |
| Longueuil | 178 | 197 | 243 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 196 | 263 | 323 |
| Outaouais | 81 | 87 | 91 |
| Québec | 407 | 361 | 453 |
| Saint-Jean-Iberville–Valleyfield | 159 | 205 | 220 |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 108 | 101 | 142 |
| Yamaska | 103 | 112 | 127 |
| Extérieur du Québec | 42 | 23 | 32 |
| **Total** | **3245** | **3197** | **3881** |

[1] Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles qui proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue.

*Ces termes sont expliqués à la suite du tableau 8

**TABLEAU 8 — DEMANDES DE PRESTATIONS ÉTUDIÉES**

| | Nombre | | |
|---|---|---|---|
| Demandes acceptées | 1941 | 2326 | 2590 |
| Demandes rejetées | 707 | 729 | 816 |
| Dossiers fermés à la suite | | | |
| • du désistement du réclamant | 75 | 62 | 81 |
| • du désintéressement du réclamant | 448 | 462 | 359 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

Demandes **rejetées**, voir les motifs de rejet au tableau 11.

Le **désistement** signifie que l'étude du dossier est interrompue, la victime ne désirant plus qu'on en poursuive le traitement.

Le **désintéressement** signifie que l'étude du dossier est interrompue, la victime ne donnant pas suite à nos demandes. Exemples : le réclamant ne se présente pas à une audition pour déterminer la recevabilité de sa demande; il ne donne pas suite à une demande de preuve de blessures; il déménage sans laisser d'adresse.

**TABLEAU 9 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS ÉTUDIÉES PAR RÉGION**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Abitibi–Témiscamingue[1] | 51 | 15 | 0 | 6 |
| Bas-Saint-Laurent | 50 | 18 | 2 | 8 |
| Chaudière–Appalaches | 113 | 37 | 4 | 13 |
| Côte-Nord | 33 | 13 | 3 | 5 |
| Estrie | 117 | 36 | 1 | 10 |
| Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | 28 | 12 | 3 | 1 |
| Île de Montréal | 748 | 178 | 17 | 130 |
| Lanaudière | 126 | 42 | 3 | 14 |
| Laurentides | 165 | 44 | 7 | 24 |
| Laval | 80 | 31 | 5 | 22 |
| Longueuil | 174 | 60 | 6 | 13 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 204 | 65 | 9 | 39 |
| Outaouais | 68 | 17 | 2 | 3 |
| Québec | 304 | 108 | 9 | 28 |
| Saint-Jean-Iberville–Valleyfield | 153 | 54 | 4 | 18 |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 78 | 37 | 4 | 3 |
| Yamaska | 80 | 38 | 2 | 13 |
| Extérieur du Québec | 18 | 11 | 0 | 9 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

[1] Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles qui proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue.

Du 1er janvier au 31 décembre 2000, la Direction de l'IVAC a reçu **3881** nouvelles demandes de prestations, soit une **augmentation de 14 %** des demandes de prestations par rapport à 1999, provenant non seulement de toutes les régions du Québec, mais aussi de l'extérieur (voir le tableau 7).

Au cours de cette période, **3846** demandes ont été étudiées, **2590** d'entre elles ont été acceptées et **816** ont été rejetées. En outre, **440** dossiers ont été fermés à la suite du désintéressement* ou du désistement* du réclamant.

Les sommes versées à titre d'indemnités aux victimes d'actes criminels et à leurs personnes à charge totalisent **35 863 659,22 $** (voir le tableau 12). Le salaire maximal était fixé à **50 500 $** en 2000.

Au début de l'année, **193** enquêtes étaient en cours. À ce nombre se sont ajoutées **672** nouvelles enquêtes, pour un total de **865** enquêtes à effectuer. Durant cette période, **606** enquêtes ont été closes et **15** ont été annulées. À la fin de l'année, **244** enquêtes étaient toujours en cours (voir le tableau 14). Parallèlement, **1242** enquêtes téléphoniques ont été effectuées par les enquêteurs en 2000.

**TABLEAU 7 — DEMANDES DE PRESTATIONS REÇUES SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE DE LA VICTIME**

| Région | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|
| Abitibi–Témiscamingue | 70 | 44 | 80 |
| Bas-Saint-Laurent | 81 | 63 | 83 |
| Chaudière–Appalaches | 118 | 144 | 142 |
| Côte-Nord | 38 | 36 | 59 |
| Estrie | 149 | 151 | 191 |
| Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | 25 | 30 | 36 |
| Île de Montréal | 966 | 1038 | 1096 |
| Lanaudière | 177 | 192 | 191 |
| Laurentides | 211 | 212 | 243 |
| Laval | 136 | 138 | 129 |
| Longueuil | 178 | 197 | 243 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 196 | 263 | 323 |
| Outaouais | 81 | 87 | 91 |
| Québec | 407 | 361 | 453 |
| Saint-Jean-Iberville–Valleyfield | 159 | 205 | 220 |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 108 | 101 | 142 |
| Yamaska | 103 | 112 | 127 |
| Extérieur du Québec | 42 | 23 | 32 |
| **Total** | **3245** | **3397** | **3881** |

Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles qui proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue.



*Ces termes sont expliqués à la suite du tableau 8.

**TABLEAU 8 — DEMANDES DE PRESTATIONS ÉTUDIÉES**

| | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|
| | Nombre | | |
| Demandes acceptées | 1941 | 2326 | 2590 |
| Demandes rejetées | 707 | 729 | 816 |
| Dossiers fermés à la suite | | | |
| • du désistement du réclamant | 75 | 62 | 81 |
| • du désintéressement du réclamant | 448 | 462 | 359 |
| **Total** | **3171** | **3579** | **3846** |

Demandes **rejetées**, voir les motifs de rejet au tableau 11.

Le **désistement** signifie que l'étude du dossier est interrompue, la victime ne désirant plus qu'on en poursuive le traitement.

Le **désintéressement** signifie que l'étude du dossier est interrompue, la victime ne donnant pas suite à nos demandes. Exemples : le réclamant ne se présente pas à une audition pour déterminer la recevabilité de sa demande; il ne donne pas suite à une demande de preuve de blessures; il déménage sans laisser d'adresse.

**TABLEAU 9 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS ÉTUDIÉES PAR RÉGION**

| Région | Acceptées | Rejetées | Désistement | Désintéressement |
|---|---|---|---|---|
| Abitibi-Temiscamingue | 51 | 15 | 0 | 6 |
| Bas-Saint-Laurent | 50 | 18 | 2 | 8 |
| Chaudière-Appalaches | 113 | 37 | 4 | 13 |
| Côte-Nord | 33 | 13 | 3 | 5 |
| Estrie | 117 | 36 | 1 | 10 |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 28 | 12 | 3 | 1 |
| Île de Montréal | 748 | 178 | 17 | 130 |
| Lanaudière | 126 | 42 | 3 | 14 |
| Laurentides | 165 | 44 | 7 | 24 |
| Laval | 80 | 31 | 5 | 22 |
| Longueuil | 174 | 60 | 6 | 13 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 204 | 65 | 9 | 39 |
| Outaouais | 68 | 17 | 2 | 3 |
| Québec | 304 | 108 | 9 | 28 |
| Saint-Jean-Iberville-Valleyfield | 153 | 54 | 4 | 18 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 78 | 37 | 4 | 3 |
| Yamaska | 80 | 38 | 2 | 13 |
| Extérieur du Québec | 18 | 11 | 0 | 9 |
| **Total (3846)** | **2590** | **816** | **81** | **359** |

Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles qui proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue.

**TABLEAU 10 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS ACCEPTÉES SELON LES ARTICLES DU CODE CRIMINEL ÉNUMÉRÉS DANS L'ANNEXE DE LA *LOI SUR L'IVAC***

| Articles du Code criminel | Description | Nombre |
|---|---|---|
| 80 | Usage d'explosifs | 1 |
| 86 | Braquer une arme à feu ou user d'une arme a feu de maniere dangereuse | 24 |
| 153 | Rapport sexuel par une personne en autorité | 10 |
| 155 | Inceste | 27 |
| 180 | Nuisance publique causant un tort | 1 |
| 221 | Causer des lesions corporelles par negligence criminelle | 9 |
| 229 | Meurtre | 60 |
| 234 | Homicide involontaire coupable | 9 |
| 239 | Tentative de meurtre | 47 |
| 245 | Administrer un poison | 16 |
| 253 | Conduite d'un bateau avec des facultes affaiblies | 1 |
| 265 | Voies de fait commises au moyen d'un vehicule automobile | 3 |
| 266 | Voies de fait | 716 |
| 267 | Agression armee ou infliction de lesions corporelles | 697 |
| 268 | Voies de fait graves | 62 |
| 269 | Infliction illegale de lésions corporelles | 8 |
| 271 | Agression sexuelle | 582 |
| 272 | Agression sexuelle armée | 13 |
| 273 | Agression sexuelle grave | 5 |
| 279(1) | Enlevement | 6 |
| 279(2) | Sequestration illegale | 10 |
| 343 | Vol qualifie | 245 |
| 423 | Intimidation par la violence | 10 |
| 430(2) | Méfait qui cause un danger reel pour la vie des gens | 6 |
| 433 | Crime d'incendie | 7 |
| 436 | Crime d'incendie avec perte de vie | 1 |
| Art. 3b, *Loi sur l'IVAC* | Infraction commise en procédant ou en tentant de procéder à l'arrestation d'un contrevenant ou en prêtant assistance à un agent de la paix procedant a une arrestation | 8 |
| Art. 3c, *Loi sur l'IVAC* | Infraction commise en prevenant ou en tentant de prevenir la perpetration d'une infraction ou en prêtant assistance a un agent de la paix qui prévient ou tente de prevenir la perpetration d'une infraction | 6 |
| **TOTAL** | | **2590** |

**TABLEAU 11 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS REJETÉES**

| | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|
| **Motifs de rejet** | **Nombre** | | |
| Faute lourde | 216 | 214 | 229 |
| Absence de preuve d'un acte criminel | 200 | 222 | 274 |
| Prescription | 83 | 82 | 59 |
| Dommages matériels non remboursables | 1 | 0 | 1 |
| Absence de preuve de blessure | 115 | 92 | 134 |
| Crime non mentionné dans l'annexe | 44 | 38 | 54 |
| Crime donnant ouverture à l'application de la *Loi sur l'assurance automobile* | 6 | 14 | 7 |
| Crime donnant ouverture à l'application de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* | 34 | 41 | 46 |
| Événement antérieur à la promulgation de la loi | 3 | 24 | 4 |
| Crime commis à l'extérieur du Québec | 5 | 2 | 3 |
| Autres | 0 | 0 | 5 |
| **Total** | **707** | **729** | **816** |

## DESCRIPTION DE CERTAINS MOTIFS DE REJET

### *Faute lourde*

Comportement qui dénote une insouciance, une dangereuse imprudence ou une négligence grave de la part de la victime.

### *Absence de preuve d'un acte criminel*

Fait accidentel : il n'y a pas d'intention de porter atteinte à l'intégrité de la victime de la part de l'auteur du préjudice. Exemple : accident d'enfant.

La victime ne démontre pas que l'événement ou la blessure subie provient d'un acte criminel (il doit y avoir prépondérance de preuve). Exemple : chute sur le trottoir d'une personne en état d'ébriété.

### *Prescription*

Demande faite à l'expiration du délai prévu, c'est-à-dire **plus d'un an** après la survenance des blessures et absence de motifs valables invoqués par la victime ou son représentant pour justifier le retard.

### *Crime non mentionné dans l'annexe*

Exemples :

*Crimes contre les biens ou la propriété :*

- vol simple ;
- introduction par effraction, méfait ;
- fraude.

*Crimes contre la personne :*

- menace de mort par téléphone ;
- harcèlement criminel.

**TABLEAU 10 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS ACCEPTÉES SELON LES ARTICLES DU CODE CRIMINEL ÉNUMÉRÉS DANS L'ANNEXE DE LA *LOI SUR L'IVAC***

| | | |
|---|---|---|
| 80 | Usage d'explosifs | 1 |
| 86 | Braquer une arme à feu ou user d'une arme à feu de manière dangereuse | 24 |
| 153 | Rapport sexuel par une personne en autorité | 10 |
| 155 | Inceste | 27 |
| 180 | Nuisance publique causant un tort | 1 |
| 221 | Causer des lésions corporelles par négligence criminelle | 9 |
| 229 | Meurtre | 60 |
| 234 | Homicide involontaire coupable | 9 |
| 239 | Tentative de meurtre | 47 |
| 245 | Administrer un poison | 16 |
| 253 | Conduite d'un bateau avec des facultés affaiblies | 1 |
| 265 | Voies de fait commises au moyen d'un véhicule automobile | 3 |
| 266 | Voies de fait | 716 |
| 267 | Agression armée ou infliction de lésions corporelles | 697 |
| 268 | Voies de fait graves | 62 |
| 269 | Infliction illégale de lésions corporelles | 8 |
| 271 | Agression sexuelle | 582 |
| 272 | Agression sexuelle armée | 13 |
| 273 | Agression sexuelle grave | 5 |
| 279(1) | Enlèvement | 6 |
| 279(2) | Séquestration illégale | 10 |
| 343 | Vol qualifié | 245 |
| 423 | Intimidation par la violence | 10 |
| 430(2) | Méfait qui cause un danger réel pour la vie des gens | 6 |
| 433 | Crime d'incendie | 7 |
| 436 | Crime d'incendie avec perte de vie | 1 |
| Art. 3b, *Loi sur l'IVAC* | Infraction commise en procédant ou en tentant de procéder à l'arrestation d'un contrevenant ou en prêtant assistance à un agent de la paix procédant à une arrestation | 8 |
| Art. 3c, *Loi sur l'IVAC* | Infraction commise en prévenant ou en tentant de prévenir la perpétration d'une infraction ou en prêtant assistance à un agent de la paix qui prévient ou tente de prévenir la perpétration d'une infraction | 6 |
| TOTAL | | 2590 |

**TABLEAU 11 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS REJETÉES**

| Motifs de rejet | Nombre | | |
|---|---|---|---|
| Faute lourde | 216 | 214 | 229 |
| Absence de preuve d'un acte criminel | 200 | 222 | 274 |
| Prescription | 83 | 82 | 59 |
| Dommages matériels non remboursables | 1 | 0 | 1 |
| Absence de preuve de blessure | 115 | 92 | 134 |
| Crime non mentionné dans l'annexe | 44 | 38 | 54 |
| Crime donnant ouverture à l'application de la *Loi sur l'assurance automobile* | 6 | 14 | 7 |
| Crime donnant ouverture à l'application de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* | 34 | 41 | 46 |
| Événement antérieur à la promulgation de la loi | 3 | 24 | 4 |
| Crime commis à l'extérieur du Québec | 5 | 2 | 3 |
| Autres | 0 | 0 | 5 |
| | 707 | 729 | 816 |

## DESCRIPTION DE CERTAINS MOTIFS DE REJET

### *Faute lourde*

Comportement qui dénote une insouciance, une dangereuse imprudence ou une négligence grave de la part de la victime.

### *Absence de preuve d'un acte criminel*

Fait accidentel : il n'y a pas d'intention de porter atteinte à l'intégrité de la victime de la part de l'auteur du préjudice. Exemple : jeux d'enfant.

La victime ne démontre pas que l'événement ou la blessure subie provient d'un acte criminel (il doit y avoir prépondérance de preuve). Exemple : chute sur le trottoir d'une personne en état d'ébriété.

### *Prescription*

Demande faite à l'expiration du délai prévu, c'est-à-dire **plus d'un an** après la survenance des blessures et absence de motifs valables invoqués par la victime ou son représentant pour justifier le retard.

### *Crime non mentionné dans l'annexe*

Exemples :

***Crimes contre les biens ou la propriété :***

- vol simple
- introduction par effraction, méfait
- fraude

***Crimes contre la personne :***

- menace de mort par téléphone
- harcèlement criminel

**TABLEAU 12 — TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION**

| | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|
| **Nature des prestations** | IVAC | | |
| Assistance médicale | 8 229 691,94 $ | 7 822 603,69 $ | 8 980 882,02 $ |
| Incapacité temporaire | 7 362 023,55 $ | 7 387 146,08 $ | 9 239 802,49 $ |
| Allocations spéciales | 29 500,00 $ | 27 500,00 $ | 28 000,00 $ |
| Frais funéraires | 37 800,00 $ | 31 800,00 $ | 37 800,00 $ |
| Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge* | 17 030 128,45 $ | 16 240 527,62 $ | 17 577 174,71 $ |
| **Total des prestations** | **32 689 143,94 $** | **31 509 577,39 $** | **35 863 659,22 $** |
| Frais d'administration | 4 641 828,56 $ | 3 993 348,29 $ | 4 669 103,96 $ |
| **TOTAL GLOBAL** | **37 330 972,50 $** | **35 502 925,68 $** | **40 532 763,18 $** |

*Prestations versées à titre de rentes par suite d'événements survenus depuis le début de l'application du régime en 1972.

***L'assistance médicale*** comprend, suivant les cas, l'hospitalisation, les soins médicaux et chirurgicaux, les soins infirmiers, les médicaments et autres produits pharmaceutiques nécessaires ainsi que la fourniture et le renouvellement des prothèses et appareils orthopédiques dont la nécessité est reconnue. L'assistance médicale comprend aussi des frais de psychothérapie qui, en 2000, comptaient pour environ **23 %** des frais d'assistance médicale.

***L'indemnité pour incapacité temporaire*** est une rente bimensuelle versée à la victime pendant la période où elle est dans l'impossibilité complète ou partielle de travailler ou de vaquer à ses occupations habituelles.

***Une allocation spéciale*** est versée lors du décès de la victime. Lorsque celle-ci a un conjoint ou des personnes à charge, un montant de 500 $ est accordé. Un montant de 2000 $ est versé aux parents d'un enfant mineur décédé des suites d'un acte criminel.

***Les frais funéraires*** sont remboursés à la personne qui les acquitte. Au montant prévu de 600 $, peuvent s'ajouter les frais de 500 $ pour le transport du corps, s'il y a lieu.

***L'indemnité pour incapacité permanente, partielle ou totale*** est une rente versée mensuellement à la victime présentant des séquelles permanentes. Les indemnités pour incapacité permanente sont calculées principalement en fonction du degré d'incapacité de la victime.

***La rente aux personnes à charge*** est une indemnité versée au conjoint et aux personnes à charge lors du décès de la victime. Cette indemnité correspond à un pourcentage (maximum 80 %) de l'indemnité à laquelle la victime a droit si elle survit.

**TABLEAU 13 — TYPES DE PRESTATIONS VERSÉES***

| Types de prestations | Nombre de victimes |
|---|---|
| Assistance médicale | 6874 |
| Incapacité temporaire | 2052 |
| Allocations spéciales | 38 |
| Frais funéraires | 63 |
| Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge | 2710 |

*Nombre de types de prestations pouvant être versés à certaines victimes.

**TABLEAU 14 — ENQUÊTES**

| | NOMBRE | TOTAL |
|---|---|---|
| Enquêtes en cours au début de l'année | 193 | |
| Nouvelles demandes d'enquête | 672 | |
| **Total des enquêtes à traiter** | | **865** |
| Enquêtes annulées | 15 | |
| Enquêtes closes | 606 | |
| **Total des enquêtes menées** | | **621** |
| Enquêtes reportées | 244 | |

**TABLEAU 12 — TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION**

| Nature des prestations | PAC | | |
|---|---|---|---|
| Assistance médicale | 8 229 691,94 $ | 7 822 603,69 $ | 8 980 882,02 $ |
| Incapacité temporaire | 7 362 023,55 $ | 7 387 146,08 $ | 9 239 802,49 $ |
| Allocations spéciales | 29 500,00 $ | 27 500,00 $ | 28 000,00 $ |
| Frais funéraires | 37 800,00 $ | 31 800,00 $ | 37 800,00 $ |
| Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge* | 17 030 128,45 $ | 16 240 527,62 $ | 17 577 174,71 $ |
| Frais d'administration | 4 641 828,56 $ | 3 993 348,29 $ | 4 669 103,96 $ |

*Près de la moitié des prestations sont versées à titre de rentes par suite d'événements survenus depuis le début de l'application du régime en 1972.

***L'assistance médicale*** comprend, suivant les cas, l'hospitalisation, les soins médicaux et chirurgicaux, les soins infirmiers, les médicaments et autres produits pharmaceutiques nécessaires ainsi que la fourniture et le renouvellement des prothèses et appareils orthopédiques dont la nécessité est reconnue. L'assistance médicale comprend aussi des frais de psychothérapie qui, en 2000, comptaient pour environ **23 %** des frais d'assistance médicale.

***L'indemnité pour incapacité temporaire*** est une rente bimensuelle versée à la victime pendant la période où elle est dans l'impossibilité complète ou partielle de travailler ou de vaquer à ses occupations habituelles.

***Une allocation spéciale*** est versée lors du décès de la victime. Lorsque celle-ci a un conjoint ou des personnes à charge, un montant de 500 $ est accordé. Un montant de 2000 $ est versé aux parents d'un enfant mineur décédé des suites d'un acte criminel.

***Les frais funéraires*** sont remboursés à la personne qui les acquitte. Au montant prévu de 600 $, peuvent s'ajouter les frais de 500 $ pour le transport du corps, s'il y a lieu.

***L'indemnité pour incapacité permanente, partielle ou totale*** est une rente versée mensuellement à la victime présentant des séquelles permanentes. Les indemnités pour incapacité permanente sont calculées principalement en fonction du degré d'incapacité de la victime.

***La rente aux personnes à charge*** est une indemnité versée au conjoint et aux personnes à charge lors du décès de la victime. Cette indemnité correspond à un pourcentage (maximum 80 %) de l'indemnité à laquelle la victime a droit si elle survit.

**TABLEAU 13 — TYPES DE PRESTATIONS VERSÉES***

| | |
|---|---|
| Assistance médicale | 6874 |
| Incapacité temporaire | 2052 |
| Allocations spéciales | 38 |
| Frais funéraires | 63 |
| Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge | 2710 |

*Plusieurs types de prestations peuvent être versées à la même victime.

**TABLEAU 14 — ENQUÊTES**

| | | |
|---|---|---|
| Enquêtes en cours au début de l'année | 193 | |
| Nouvelles demandes d'enquête | 672 | |
| Total des enquêtes à traiter | | 865 |
| Enquêtes annulées | 15 | |
| Enquêtes closes | 606 | |
| Total des enquêtes menées | | 621 |
| Enquêtes reportées | 244 | |

## DEMANDES ACCEPTÉES

### AGRESSION ARMÉE – VOL DE SAC À MAIN

Alors qu'elle sortait de sa résidence, une octogénaire est agressée par deux adolescents armés d'une hache qui lui volent son sac à main. En se défendant, la victime est tombée et s'est fracturé la hanche.

La demande de prestations est acceptée conformément à l'article 267 du *Code criminel* (agression armée).

L'état de la requérante a nécessité une hospitalisation de trois mois. Durant sa convalescence, des indemnités pour incapacité totale temporaire lui sont versées, des soins de physiothérapie lui sont donnés et ses médicaments lui sont remboursés.

À la suite de cette agression, la victime a éprouvé des difficultés d'adaptation surtout en raison d'une perte d'autonomie. De plus, elle se trouve dans un état de stress post-traumatique se manifestant notamment par de l'hyper-vigilance, des symptômes dépressifs et la crainte de sortir seule le jour et le soir.

En vue d'atténuer l'incapacité physique de la réclamante et de tirer le meilleur parti de ses capacités résiduelles, son domicile a été aménagé en conséquence. De plus, le coût d'un service d'aide personnelle à domicile offert par une auxiliaire familiale est remboursé.

Enfin, dans le cadre de sa réadaptation, la victime bénéficie d'un soutien psychologique et elle reçoit et des traitements de physiothérapie.

### VOL QUALIFIÉ - ADULTE

Un camionneur est séquestré et battu à l'intérieur de son véhicule par deux individus armés d'un pistolet qui désirent en voler le chargement. Il subit en conséquence un choc nerveux et éprouve des douleurs à l'épaule et au coude droit. Il s'agit d'un cas de *piraterie routière*.

Puisque la victime n'a pas souscrit de protection personnelle à la CSST, elle n'est pas admissible aux indemnités prévues par la *Loi sur les accidents du travail et des maladies professionnelles* (LATMP). La demande de prestations est acceptée conformément à la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*, selon de l'article 343 du *Code criminel* (vol qualifié).

Des indemnités pour incapacité totale temporaire ont été versées au réclamant pendant deux semaines, ce dernier ayant été en mesure de reprendre rapidement ses activités professionnelles.

### ADMINISTRATION D'UN POISON

Un étudiant est intoxiqué à l'arsenic après avoir bu du café provenant d'une machine distributrice dans un lieu public. Des symptômes tels que des maux de tête et des irruptions cutanées se manifestent chez la victime et nécessitent un traitement par antidote.

La demande de prestations est acceptée conformément à de l'article 245 du *Code criminel* (administrer un poison).

Des indemnités pour incapacité totale temporaire sont versées au réclamant pour la durée de son incapacité à exercer son emploi à temps partiel et ses médicaments lui sont remboursés.

**VOL QUALIFIÉ**

Alors qu'elle effectuait une transaction bancaire, la réclamante est témoin d'un hold-up perpétré par deux individus armés et portant une cagoule. Elle subit en conséquence un traumatisme psychologique.

La demande de prestations est acceptée conformément à l'article 343 du *Code criminel* (vol qualifié).

Ébranlée par cet événement, la victime a éprouvé des difficultés d'adaptation sur le plan psychologique et s'est trouvée dans un état de stress post-traumatique se manifestant notamment par de l'anxiété, de l'agoraphobie, de l'insomnie, de l'irritabilité et une diminution de l'appétit.

En vue de sa réadaptation, des traitements psychothérapeutiques lui sont offerts. Des indemnités pour incapacité totale temporaire lui ont été versées durant un mois et ses médicaments lui ont été remboursés.



**MEURTRE – VIOLENCE CONJUGALE**

Lors d'une violente querelle avec son ex-conjoint, la victime, mère de trois enfants, est poignardée et décède des suites de ses blessures. L'agresseur est appréhendé par les policiers.

La demande de prestations est acceptée conformément à l'article 229 du *Code criminel* (meurtre).

Une rente mensuelle est versée aux enfants mineurs à charge de la victime jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 18 ans ou à leur mort, s'ils meurent avant cet âge. De plus, les frais funéraires sont remboursés.

**VOL QUALIFIÉ – VIOLENCE JUVÉNILE**

Alors qu'il circulait sur la voie publique, un adolescent refuse de donner des cigarettes à deux inconnus. Mécontents, ils frappent la victime à coups de pied et de poing, ce qui lui cause des blessures sérieuses. Les agresseurs prennent la fuite avec le baladeur et le vélo de la victime.

La demande de prestations est acceptée conformément à l'article 343 du *Code criminel* (vol qualifié).

La victime a eu le visage tuméfié et a souffert de contusions multiples pendant une semaine, ce qui l'a empêchée de fréquenter la polyvalente. En plus de recevoir une indemnité, ses médicaments, de nouvelles lunettes et ses vêtements lui ont été remboursés.

## DEMANDES REFUSÉES

### FAUTE LOURDE – TENTATIVE DE MEURTRE

Le réclamant a été blessé lors d'un attentat à la bombe; le véhicule qu'il conduisait a explosé. De la dynamite avait été placée sous le véhicule à l'arrière.

L'enquête menée par la Direction de l'IVAC démontre que l'attentat s'apparente à un *règlement de compte* relié à la *guerre des motards*. Le rapport de police confirme d'ailleurs l'appartenance du réclamant à une bande de motards criminels.

Le comportement à haut risque de la victime rendait ainsi probable et prévisible une atteinte à sa personne.

En conclusion, la fréquentation active du milieu du crime organisé constitue une faute lourde privant le requérant des avantages prévus par la *Loi sur l'IVAC*. Conformément à l'article 20b) de la loi, la demande est refusée.

### FAUTE LOURDE – MEURTRE

Le corps d'un homme est trouvé dans un sac de couchage sur les rives d'une rivière. Le rapport de l'autopsie révèle que la victime a été battue à mort.

Le rapport de police et l'enquête menée par la Direction de l'IVAC révèlent que l'assassinat est relié à un règlement de compte découlant des activités criminelles de la victime.

On conclut que la victime a contribué par sa faute lourde à ses blessures et, conformément à l'article 20b) de la *Loi sur l'IVAC*, la demande faite par la veuve de la victime, à titre de personne à charge, est refusée.

### ABSENCE DE PREUVE D'ACTE CRIMINEL

Le réclamant allègue avoir été victime d'une agression au couteau par un inconnu alors qu'il prenait place dans sa voiture. Il subit des blessures au membre supérieur gauche.

Une plainte est déposée le jour même. Lors de l'enquête policière, le réclamant modifie sa version des faits en déclarant que l'agresseur serait une connaissance et que l'agression résulterait de dettes impayées. Par la suite, le réclamant refuse de rencontrer à nouveau l'enquêteur. En raison du peu de collaboration du réclamant, la plainte est considérée comme non fondée.

Le réclamant est d'ailleurs connu des milieux policiers pour son implication active dans la contrebande de cigarettes.

L'information obtenue ne permet pas de conclure de façon convaincante et probante à l'existence d'un acte criminel tel qu'il a été décrit par le réclamant. Conformément à l'article 3a) de la *Loi sur l'IVAC*, la demande est refusée.

### *LOI SUR L'IVAC* NON EN VIGUEUR

La réclamante allègue avoir été victime d'abus sexuel par son père dans son enfance. Ce dernier a plaidé coupable pour cet abus ainsi que pour des agressions sexuelles commises sur ses trois autres filles.

Bien que la survenance des événements ne soit pas remise en question, les actes criminels ont été commis avant l'adoption de la *Loi sur l'IVAC*.

### CRIMES NON MENTIONNÉS DANS L'ANNEXE DE LA *LOI SUR L'IVAC*

À son domicile, la requérante est victime de menaces de mort de la part de sa colocataire. Elle subit en conséquence un choc post-traumatique.

Les menaces de mort sont sanctionnées par le *Code criminel*, mais il ne s'agit pas d'un crime mentionné dans l'annexe de la *Loi sur l'IVAC*. Bien que la réclamante ait subi des répercussions psychologiques à la suite de cet événement, la demande ne peut malheureusement pas être acceptée.

Du 1er janvier au 31 décembre 2000, la Direction de l'IVAC a reçu **51** nouvelles demandes de prestations provenant de personnes ayant accompli un acte de sauvetage, tel qu'il est défini dans la *Loi visant à favoriser le civisme* (voir le tableau 17).

En cours d'année, les **51** demandes ont été étudiées, **47** ont été acceptées et **4**, rejetées (voir le tableau 18).

Une brève analyse des demandes acceptées en 2000 montre que plus d'hommes que de femmes ont porté secours à des personnes en danger, soit **60 %** (voir le tableau 15) et que **62 %** des sauvetages se sont déroulé sur la voie publique (voir le tableau 16).

Les prestations versées dans le cadre de cette loi se chiffrent à **491 528,77 $** (voir le tableau 21).



**TABLEAU 15 — RÉPARTITION DES SAUVETEURS SELON LE SEXE ET L'ÂGE**

| Groupes d'âge | Nombre de demandes | |
|---|---|---|
| | Femmes | Hommes |
| 0 - 17 ans | 0 | 1 |
| 18 - 35 ans | 12 | 9 |
| 36 - 64 ans | 6 | 18 |
| 65 ans et plus | 1 | 0 |
| **Total (47)** | **19** | **28** |

Ce tableau présente les demandes acceptées en 2000.

**TABLEAU 16 — RÉPARTITION DES LIEUX DE SAUVETAGE SELON LE SEXE DU SAUVETEUR**

| Lieux | Nombre de demandes | |
|---|---|---|
| | Femmes | Hommes |
| Domicile de la personne en danger | 4 | 0 |
| Domicile d'un tiers | 0 | 3 |
| Domicile du sauveteur | 0 | 1 |
| Lieu de travail | 0 | 2 |
| Parc | 0 | 1 |
| Stationnement | 0 | 1 |
| Voie publique | 13 | 16 |
| Autres | 2 | 4 |
| **Total (47)** | **19** | **28** |

Ce tableau présente les demandes acceptées en 2000.

**TABLEAU 17 — DEMANDES DE PRESTATIONS REÇUES SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE DU SAUVETEUR**

| Régions | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|
| | Nombre | | |
| Abitibi-Temiscamingue | 2 | 2 | 0 |
| Bas-Saint-Laurent | 1 | 0 | 4 |
| Chaudiere-Appalaches | 0 | 2 | 3 |
| Côte-Nord | 1 | 7 | 1 |
| Estrie | 1 | 2 | 1 |
| Gaspesie-Îles-de-la-Madeleine | 1 | 0 | 2 |
| Île de Montreal | 10 | 5 | 10 |
| Lanaudiere | 1 | 3 | 3 |
| Laurentides | 1 | 1 | 3 |
| Laval | 1 | 0 | 1 |
| Longueuil | 3 | 2 | 4 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 3 | 0 | 2 |
| Outaouais | 1 | 2 | 2 |
| Québec | 6 | 5 | 8 |
| Saint-Jean-Iberville-Valleyfield | 1 | 3 | 6 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 3 | 2 | 1 |
| Yamaska | 0 | 3 | 0 |
| **Total** | **36** | **39** | **51** |

Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles qui proviennent de l'Abitibi-Temiscamingue.

**TABLEAU 18 — DEMANDES DE PRESTATIONS ÉTUDIÉES**

| | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|
| | Nombre | | |
| Demandes acceptées | 28 | 34 | 47 |
| Demandes rejetées | 3 | 2 | 4 |
| Dossiers fermés à la suite | | | |
| • du désistement du réclamant | 0 | 1 | 0 |
| • du désintéressement du réclamant | 1 | 2 | 0 |
| **Total** | **32** | **39** | **51** |

Demandes **rejetées**, voir les motifs de rejet au tableau 20.

Le **désistement** signifie que l'étude du dossier est interrompue. Le sauveteur ne désirant plus qu'on en poursuive le traitement.

Le **désintéressement** signifie que l'étude du dossier est interrompue. Le sauveteur ne donnant pas suite à nos demandes. Exemples : le réclamant ne se présente pas à une audition pour déterminer la recevabilité de sa demande, il ne donne pas suite à une demande de preuve de blessures, il déménage sans laisser d'adresse.

Du 1er janvier au 31 décembre 2000, la Direction de l'IVAC a reçu **51** nouvelles demandes de prestations provenant de personnes ayant accompli un acte de sauvetage, tel qu'il est défini dans la *Loi visant à favoriser le civisme* (voir le tableau 17).

En cours d'année, les **51** demandes ont été étudiées; **47** ont été acceptées et **4**, rejetées (voir le tableau 18).

Une brève analyse des demandes acceptées en 2000 montre que plus d'hommes que de femmes ont porté secours à des personnes en danger, soit **60 %** (voir le tableau 15) et que **62 %** des sauvetages se sont déroulé sur la voie publique (voir le tableau 16).

Les prestations versées dans le cadre de cette loi se chiffrent à **491 528,77 $** (voir le tableau 21).



**TABLEAU 15 — RÉPARTITION DES SAUVETEURS SELON LE SEXE ET L'ÂGE**

| | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| 0 - 17 ans | 0 | 1 |
| 18 - 35 ans | 12 | 9 |
| 36 - 64 ans | 6 | 18 |
| 65 ans et plus | 1 | 0 |
| Total (47) | 19 | 28 |

Ce tableau présente les demandes acceptées en 2000.

**TABLEAU 16 — RÉPARTITION DES LIEUX DE SAUVETAGE SELON LE SEXE DU SAUVETEUR**

| | Femmes | Hommes |
|---|---|---|
| Domicile de la personne en danger | 4 | 0 |
| Domicile d'un tiers | 0 | 3 |
| Domicile du sauveteur | 0 | 1 |
| Lieu de travail | 0 | 2 |
| Parc | 0 | 1 |
| Stationnement | 0 | 1 |
| Voie publique | 13 | 16 |
| Autres | 2 | 4 |
| Total (47) | 19 | 28 |

Ce tableau présente les demandes acceptées en 2000.

**TABLEAU 17 — DEMANDES DE PRESTATIONS REÇUES SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE DU SAUVETEUR**

| Régions | Nombre | | |
|---|---|---|---|
| Abitibi–Témiscamingue[1] | 2 | 2 | 0 |
| Bas-Saint-Laurent | 1 | 0 | 4 |
| Chaudière–Appalaches | 0 | 2 | 3 |
| Côte-Nord | 1 | 7 | 1 |
| Estrie | 1 | 2 | 1 |
| Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | 1 | 0 | 2 |
| Île de Montréal | 10 | 5 | 10 |
| Lanaudière | 1 | 3 | 3 |
| Laurentides | 1 | 1 | 3 |
| Laval | 1 | 0 | 1 |
| Longueuil | 3 | 2 | 4 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 3 | 0 | 2 |
| Outaouais | 1 | 2 | 2 |
| Québec | 6 | 5 | 8 |
| Saint-Jean-Iberville–Valleyfield | 1 | 3 | 6 |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 3 | 2 | 1 |
| Yamaska | 0 | 3 | 0 |
| Total | 36 | 39 | 51 |

[1] Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles qui proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue.

**TABLEAU 18 — DEMANDES DE PRESTATIONS ÉTUDIÉES**

| | Nombre | | |
|---|---|---|---|
| Demandes acceptées | 28 | 34 | 47 |
| Demandes rejetées | 3 | 2 | 4 |
| Dossiers fermés à la suite | | | |
| • du désistement du réclamant | 0 | 1 | 0 |
| • du désintéressement du réclamant | 1 | 2 | 0 |
| Total | 32 | 39 | 51 |

Demandes **rejetées**, voir les motifs de rejet au tableau 20.

Le **désistement** signifie que l'étude du dossier est interrompue. Le sauveteur ne désirant plus qu'on en poursuive le traitement.

Le **désintéressement** signifie que l'étude du dossier est interrompue. Le sauveteur ne donnant pas suite à nos demandes. Exemples : le réclamant ne se présente pas à une audition pour déterminer la recevabilité de sa demande; il ne donne pas suite à une demande de preuve de blessures; il déménage sans laisser d'adresse.

**TABLEAU 19 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS ÉTUDIÉES PAR RÉGION**

| | | |
|---|---|---|
| Abitibi–Témiscamingue[1] | 0 | 0 |
| Bas-Saint-Laurent | 4 | 0 |
| Chaudière–Appalaches | 3 | 1 |
| Côte-Nord | 3 | 1 |
| Estrie | 2 | 0 |
| Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | 1 | 1 |
| Île de Montréal | 11 | 0 |
| Lanaudière | 3 | 0 |
| Laurentides | 3 | 0 |
| Laval | 0 | 1 |
| Longueuil | 3 | 0 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 2 | 0 |
| Outaouais | 2 | 0 |
| Québec | 6 | 0 |
| Saint-Jean-Iberville–Valleyfield | 3 | 0 |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 1 | 0 |
| Yamaska | 0 | 0 |
| Extérieur du Québec | 0 | 0 |
| **Total (11)** | **47** | **4** |

[1] Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles qui proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue.

**TABLEAU 20 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS REJETÉES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | CIVISME | |
| Absence de preuve d'un acte de sauvetage* | 1 | 1 | 2 |
| Absence de preuve de blessures | 0 | 0 | 1 |
| Évènement donnant ouverture à l'application de la *Loi sur l'assurance automobile* | 0 | 1 | 0 |
| Prescription | 2 | 0 | 1 |
| **Total** | **3** | **2** | **4** |

*Acte de sauvetage : acte bénévole d'une personne à l'endroit d'une autre dont la vie ou l'intégrité physique est en danger.

**TABLEAU 21 — TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION**

| | CIVISME | | |
|---|---|---|---|
| Assistance médicale | 34 610,98 $ | 33 180,92 $ | 44 424,70 $ |
| Incapacité temporaire | 86 424,83 $ | 83 641,40 $ | 161 963,21 $ |
| Allocations spéciales | 0,00 $ | 0,00 $ | 500,00 $ |
| Frais funéraires | 0,00 $ | 0,00 $ | 600,00 $ |
| Incapacité permanente des sauveteurs et rentes aux personnes à charge* | 256 517,84 $ | 273 073,22 $ | 284 040,86 $ |
| **Total des prestations** | **377 553,65 $** | **389 895,54 $** | **491 528,77 $** |
| Frais d'administration | 22 156,14 $ | 23 880,28 $ | 63 120,83 $ |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

*Notons que 70 % de ces prestations sont versées à titre de rentes à tous les sauveteurs depuis l'adoption de la *Loi visant à favoriser le civisme* en 1977.

**TABLEAU 22 — TYPE DE PRESTATIONS VERSÉES***

| | |
|---|---|
| Assistance médicale | 62 |
| Incapacité temporaire | 21 |
| Allocations spéciales | 1 |
| Frais funéraires | 1 |
| Incapacité permanente des sauveteurs et rentes aux personnes à charge | 28 |

*Plusieurs types de prestations peuvent avoir été versées au même sauveteur.

**TABLEAU 23 — ENQUÊTES**

| | | |
|---|---|---|
| Enquêtes en cours au début de l'année | 0 | |
| Nouvelles demandes d'enquête | 0 | |
| **Total des enquêtes à traiter** | | **0** |
| Enquêtes annulées | 0 | |
| Enquêtes closes | 0 | |
| **Total des enquêtes effectuées** | | **0** |
| Enquêtes reportées | 0 | |

**TABLEAU 19 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS ÉTUDIÉES PAR RÉGION**

| Régions | Acceptées | Rejetées |
|---|---|---|
| Abitibi-Témiscamingue | 0 | 0 |
| Bas-Saint-Laurent | 4 | 0 |
| Chaudière-Appalaches | 3 | 1 |
| Côte-Nord | 3 | 1 |
| Estrie | 2 | 0 |
| Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | 1 | 1 |
| Île de Montréal | 11 | 0 |
| Lanaudière | 3 | 0 |
| Laurentides | 3 | 0 |
| Laval | 0 | 1 |
| Longueuil | 3 | 0 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 2 | 0 |
| Outaouais | 2 | 0 |
| Québec | 6 | 0 |
| Saint-Jean-Iberville–Valleyfield | 3 | 0 |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 1 | 0 |
| Yamaska | 0 | 0 |
| Extérieur du Québec | 0 | 0 |
| **Total (51)** | **47** | **4** |

Les données portant sur le Nouveau-Québec sont regroupées avec celles du peuplement de l'Abitibi-Témiscamingue.

**TABLEAU 20 — RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRESTATIONS REJETÉES**

| Motifs de rejet | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|
| | CIVISME | | |
| Absence de preuve d'un acte de sauvetage * | 1 | 1 | 2 |
| Absence de preuve de bravoure | 0 | 0 | 1 |
| Événements qui sont survenus à l'occasion de la loi ou l'accomplissement d'une obligation | 0 | 1 | 0 |
| Prescription | 2 | 0 | 1 |
| **Total** | **3** | **2** | **4** |

* Un acte de sauvetage est [illegible] d'une personne [illegible] d'un danger [illegible].

**TABLEAU 21 — TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION**

| Nature des prestations | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|
| | CIVISME | | |
| Assistance medicale | 34 610,98 $ | 33 180,92 $ | 44 424,70 $ |
| Incapacite temporaire | 86 424,83 $ | 83 641,40 $ | 161 963,21 $ |
| Allocations speciales | 0,00 $ | 0,00 $ | 500,00 $ |
| Frais funeraires | 0,00 $ | 0,00 $ | 600,00 $ |
| Incapacite permanente des sauveteurs et rentes aux personnes a charge* | 256 517,84 $ | 273 073,22 $ | 284 040,86 $ |
| **Total des prestations** | **377 553,65 $** | **389 895,54 $** | **491 528,77 $** |
| Frais d'administration | 22 156,14 $ | 23 880,28 $ | 63 120,83 $ |
| **TOTAL GLOBAL** | **399 709,79 $** | **413 775,82 $** | **554 649,60 $** |

*Notons que 70 % de ces prestations sont versees a titre de rentes a tous les sauveteurs depuis l'adoption de la *Loi visant a favoriser le civisme* en 1977

**TABLEAU 22 — TYPE DE PRESTATIONS VERSÉES***

| Types de prestations | Nombre de sauveteurs |
|---|---|
| Assistance medicale | 62 |
| Incapacite temporaire | 21 |
| Allocations speciales | 1 |
| Frais funeraires | 1 |
| Incapacité permanente des sauveteurs et rentes aux personnes à charge | 28 |

*Plusieurs types de prestations peuvent avoir ete versees au meme sauveteur

**TABLEAU 23 — ENQUÊTES**

| | Nombre | Total |
|---|---|---|
| Enquêtes en cours au début de l'année | 0 | |
| Nouvelles demandes d'enquête | 0 | |
| **Total des enquêtes à traiter** | | **0** |
| Enquêtes annulées | 0 | |
| Enquêtes closes | 0 | |
| **Total des enquêtes effectuées** | | **0** |
| Enquêtes reportées | 0 | |

## DEMANDES ACCEPTÉES

En sauvant ses enfants de la noyade, un père de famille perd la vie.

La preuve contenue dans le dossier démontre que le réclamant a agi à titre de sauveteur au sens de l'article 1g) de la *Loi visant à favoriser le civisme*. La demande est acceptée.

La conjointe et les enfants recevront une rente mensuelle et les frais funéraires seront remboursés à la veuve.

Le réclamant a bénévolement porté secours à un collègue de travail tombé dans un trou profond contenant de l'eau et de l'essence dans une station-service et ses vêtements et ses chaussures ont été endommagés.

La preuve contenue dans le dossier démontre que le réclamant a agi à titre de sauveteur au sens de l'article 1g) de la *Loi visant à favoriser le civisme*.

La demande du sauveteur est acceptée et les frais liés au remplacement de ses vêtements et de ses chaussures lui sont remboursés.

Le réclamant a procédé à des manœuvres de réanimation cardiaque sur un membre de sa famille lors d'une tentative de suicide. Il subit en conséquence un choc nerveux.

La preuve contenue dans le dossier démontre que le réclamant a agi à titre de sauveteur au sens de l'article 1g) de la *Loi visant à favoriser le civisme*.

Le réclamant a éprouvé des difficultés d'adaptation psychologique et développé une réaction post-traumatique qui se manifeste notamment par des troubles du sommeil, des cauchemars et de réveils en sursaut. Afin de favoriser son rétablissement, il a reçu les services d'un psychologue.

Par ailleurs, le réclamant a dû effectuer un retour progressif au travail. Il a reçu des indemnités pour compenser la perte de revenu et ses médicaments lui ont été remboursés.

## DEMANDES REJETÉES

### *Délai de prescription*

Lors d'une excursion touristique, le réclamant a porté secours à une personne. Il a alors perdu son téléavertisseur et en demande le remboursement.

L'information contenue dans le dossier démontre que la demande de prestations a été soumise plus d'un an après la survenance du préjudice. La demande est donc refusée conformément à l'article 3 de la *Loi visant à favoriser le civisme*, car le réclamant qui ne dépose pas sa demande dans le délai prescrit est réputé avoir renoncé à son droit.

# BUREAUX RÉGIONAUX DE LA CSST

***Bureau central de la Direction de l'IVAC***

**ÎLE DE MONTRÉAL**

1199, rue De Bleury, 5e étage
**Montréal** (Québec)
H3B 3J1

Tél. (514) 906-3019
1 800 561-IVAC
Télécopieur : 906-3029
Courriel : ivac@csst.qc.ca

***Directions régionales de la CSST***

**ABITIBI–TÉMISCAMINGUE**

33, rue Gamble Ouest
**Rouyn-Noranda** (Québec)
J9X 2R3

Tél. (819) 797-6191
1 800 668-2922
Téléc. (819) 762-9325

1185, rue Germain, 2e étage
**Val-d'Or** (Québec)
J9P 6B1

Tél. (819) 354-7100
1 800 668-4593
Téléc. (819) 874-2522

**BAS-SAINT-LAURENT**

180, rue des Gouverneurs
C. P. 2180
**Rimouski** (Québec)
G5L 7P3

Tél. (418) 725-6100
1 800 668-2773
Téléc. (418) 727-3948

**CHAUDIÈRE–APPALACHES**

777, rue des Promenades
**Saint-Romuald** (Québec)
G6W 7P7

Tél. (418) 839-2500
1 800 668-4613
Téléc. (418) 839-2498

**CÔTE-NORD**

700, boulevard Laure, bureau 236
**Sept-Îles** (Québec)
G4R 1Y1

Tél. (418) 964-3900
1 800 668-5214
Téléc. (418) 964-8230

235, boulevard La Salle
**Baie-Comeau** (Québec)
G4Z 2Z4

Tél. (418) 294-7300
1 800 668-0583
Téléc. (418) 294-8691

**ESTRIE**

Place-Jacques-Cartier
Bureau 204
1650, rue King Ouest
**Sherbrooke** (Québec)
J1J 2C3

Tél. (819) 821-5000
1 800 668-3090
Téléc. (819) 820-3927

**GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

163, boulevard de Gaspé
**Gaspé** (Québec)
G4X 2V1

Tél. (418) 368-7800
1 800 668-6789
Téléc. (418) 360-8375

200, boulevard Perron Ouest
C. P. 939
**New Richmond** (Québec)
G0C 2B0

Tél. (418) 392-5091
1 800 668-4595
Téléc. (418) 392-5406

**ÎLE DE MONTRÉAL**

1, complexe Desjardins
Tour sud, 30e étage
C. P. 3, succursale Place-Desjardins
**Montréal** (Québec)
H5B 1H1

Tél. (514) 906-3000
Télécopieurs
Montréal–1 : (514) 906-3131
Montréal–2 : (514) 906-3232
Montréal–3 : (514) 906-3330
Montréal–4 : (514) 906-3434

**LANAUDIÈRE**

432, rue De Lanaudière
C. P. 550
**Joliette** (Québec)
J6E 7N2

Tél. (450) 753-2600
1 800 461-4489
Téléc. (450) 756-6832

**LAURENTIDES**

85, rue De Martigny Ouest, 6e étage
**Saint-Jérôme** (Québec)
J7Y 3R8

Tél. (450) 431-4000
1 800 465-2234
Téléc. (450) 432-1765

**LAVAL**

1700, boulevard Laval
**Laval** (Québec)
H7S 2G6

Tél. (450) 967-3200
Téléc. (450) 668-1174

**LONGUEUIL**

25, boulevard La Fayette
**Longueuil** (Québec)
J4K 5B7

Tél. (450) 442-6200
1 800 668-4612
Téléc. (450) 928-5624

**MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC**

1055, boulevard des Forges
Bureau 200
**Trois-Rivières** (Québec)
G8Z 4J9

Tél. (819) 372-3400
1 800 668-6210
Téléc. (819) 371-6952

**OUTAOUAIS**

15, rue Gamelin
C. P. 454
**Hull** (Québec)
J8Y 6P2

Tél. (819) 778-8600
1 800 668-4483
Téléc. (819) 772-3966

**QUÉBEC**

730, boulevard Charest Est
C. P. 4900, succursale Terminus
**Québec** (Québec)
G1K 7S6

Tél. (418) 266-4000
1 800 668-6811
Téléc. (418) 266-4015

**SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU**

145, boulevard Saint-Joseph
C. P. 100
**Saint-Jean–Iberville** (Québec)
J3B 6Z1

Tél. (450) 359-2100
1 800 668-2204
Téléc. (450) 359-1307

**SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN**

Place-du-Fjord
901, boulevard Talbot
C. P. 5400
**Chicoutimi** (Québec)
G7H 6P8

Tél. (418) 696-5200
1 800 668-0087
Téléc. (418) 545-3543

Complexe du Parc
6e étage
1209, boulevard du Sacré-Coeur
C. P. 47
**Saint-Félicien** (Québec)
G8K 2P8

Tél. (418) 679-5463
1 800 668-6820
Téléc. (418) 679-5931

**VALLEYFIELD**

9, rue Nicholson
C. P. 478
**Salaberry-de-Valleyfield** (Québec)
J6S 4V7

Tél. (450) 377-6200
1 800 668-2550
Téléc. (450) 377-8228

**YAMASKA**

2710, rue Bachand
C. P. 430
**Saint-Hyacinthe** (Québec)
J2S 7B8

Tél. (450) 771-3900
1 800 668-2465
Téléc. (450) 773-8126

66, rue Court
**Granby** (Québec)
J2G 4Y5

Tél. (450) 378-7971
Télec. (450) 776-7256

26, place Charles-De Montmagny
**Sorel-Tracy** (Québec)
J3P 7E3

Tél. (450) 743-2727
Téléc. (450) 746-1036

Visitez le site Web de la CSST
***www.csst.qc.ca***